

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Lundi 17 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°166 ■

SONATRACH-SNPC  
(CONGO)  
**Signature  
d'un protocole  
d'entente**

P 2

DIGITALISATION, NUMÉRIQUE, BLOCKCHAIN

## L'Algérie veut s'inspirer du modèle chinois

Consciente des enjeux pour son développement, l'Algérie considère comme un choix irréversible, la transformation numérique qui est en phase de se concrétiser avec l'objectif de moderniser les institutions et favoriser la croissance économique en misant sur les technologies de l'information et de la communication.

P 3



L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE  
AU 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2022

**En recul chez  
le public et en  
hausse chez le privé**

Selon une enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles, initiée par les services de l'ONS, l'activité industrielle au 3e trimestre 2022, selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques, a reculé durant cette période par rapport au trimestre précédent. Par contre, elle a augmenté selon celle du privé.

P 4

TEBBOUNE ATTENDU CE LUNDI  
À PÉKIN

**La coopération  
économique  
et le Brics au menu**

Après avoir achevé sa visite du travail au Qatar, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune est attendu ce lundi à Pékin, pour une visite d'Etat de trois (03) jours sur invitation de son homologue chinois, en l'occurrence Xi Jinping.

P 3

RAPPORT DE LA FAO

**783 millions  
de personnes touchées  
par la faim en 2022**

La faim dans le monde, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation, est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de Covid-19.

P 5

**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

AADL

## La plateforme dédiée au choix des sites pour les auteurs de recours toujours "active"

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a assuré que la plateforme dédiée à l'opération de choix des sites pour les souscripteurs auteurs de recours, était "active", après avoir enregistré des dysfonctionnements récemment.

Dans un communiqué publié sur son site web, l'Agence a expliqué que la plateforme "a connu une forte pression causée par l'accès simultané d'un nombre important de souscripteurs, entraînant des difficultés d'enregistrement pour certains".

Les souscripteurs concernés peuvent accéder au site pour compléter l'opération de choix du site, et télécharger le formulaire d'inscription, selon la même source, qui ajoute que "les portes de l'Agence restent ouvertes pour tout autre renseignement". Pour rappel, l'agence avait lancé dimanche l'opération de choix du site pour les auteurs de recours ayant récemment versé la première tranche de leurs logements.

L'agence avait également souligné dans un précédent communiqué, que "les affectations suivront les procédures en vigueur et l'ordre chronologique".

ALGÉRIE-POSTE

## Le paiement électronique a été porté à 50 millions de centimes

L'opérateur a rapporté dans un message sur sa page Facebook officielle que ce plafonnement résulte des récentes mises à jour. Algérie Poste a également expliqué à ses clients, les services de paiement électronique disponibles via le QR code. La société précise que le client doit télécharger l'application « Baridi Mob » et suivre les étapes de la connexion à l'application, cocher la case « Baridi Pay », scanner le code QR du client et saisir le montant dû avec confirmation et vérification de la validité de la transaction. Le commerçant recevra immédiatement la confirmation du paiement.

SONATRACH-SNPC (CONGO)

## Signature d'un protocole d'entente

Le groupe Sonatrach renforce sa coopération avec les pays africains. Un protocole d'entente a été signé, ce dimanche à Alger, entre le géant pétro-gazier algérien « Sonatrach » avec la Société nationale de Pétrole Congolaise (SNPC).

Par Slimane T

La cérémonie de signature a été tenue au siège du groupe, en marge d'une visite déléguée de la Société de Pétrole Congolaise (SNPC) conduite par son Directeur Général Maixent Raoul OMINGA accompagné de plusieurs Directeurs Généraux de filiales et de Dirigeants de la SNPC. C'est le Pdg du groupe, Toufik Hakkar, qui les a reçus au siège de la Direction Générale de compagnie nationale, précise

la Sonatrach dans un communiqué. «Durant cette rencontre, les deux parties ont abordé les perspectives de coopération entre les deux sociétés et ont procédé à la signature d'un Protocole d'Entente pour asseoir les bases d'une collaboration effective et durable, dans les domaines de l'exploration jusqu'à la commercialisation des hydrocarbures, y incluant le développement, le transport, la transformation, la distribution et l'approvisionnement de produits pétroliers ainsi que par l'échange d'expertise et d'expérience et le développement des compétences professionnelles et

la formation du personnel de SNPC», lit-on dans ledit communiqué.

Durant son séjour en Algérie, du 16 au 20 juillet 2023, la délégation Congolaise visitera plusieurs installations de SONATRACH, tel que le champ pétrolier de Hassi Messaoud, le champ gazier de Hassi R'mel, la Zone Industrielle d'Arzew et la Raffinerie d'Alger, ainsi que les institutions de formation de l'IAP à Boumerdes et de Sonatrach Management Academy « SMA » à Oran, ajoute la même source.

DISPONIBILITÉ DES MÉDICAMENTS

## Les précisions du ministère

Le Ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique a assuré, ce dimanche dans un communiqué rendu public, que ses services veillent à pallier toute contrainte qui perturberait éventuellement la disponibilité des médicaments et dispositifs médicaux de ville et ceux à usage hospitalier.

« Ainsi, tous les signalements parvenus par voie officielle ou par courrier électronique à l'adresse mail « observatoire@miph.gov.dz »

ont été traités, en collaboration avec les membres partenaires qui nous ont saisis, à l'exemple de la problématique récente des anesthésies dentaires qui a été prise en charge et réglé en coordination avec les parties concernées», souligne la même source.

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a soutenu, par ailleurs, que l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques « a continué d'exercer ses activités à travers

des réunions de coordination restreintes, de correspondances ou par voie électronique officielle, en raison de litiges au sein de certaines corporations membres, et reprendra ses travaux, en présentielle, cette semaine ».

Il a répondu, de cette manière, au Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), qui a adressé, la semaine dernière, une correspondance au président de la République l'alertant sur les tensions sur certains produits pharmaceutiques et lui

rapportant que le Comité de veille ne s'est pas réuni depuis six mois.

La tutelle incite « ses partenaires au sens de la responsabilité dans l'exercice de leur missions et déclarations publiques et d'adhérer à une démarche constructive visant l'intérêt ultime du patient et la préservation de la santé publique, comme l'a toujours prôné le ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique ».

R E.

LE MINISTRE YACINE OUALID L'A ANNONCÉ :

## Des facilitations pour l'octroi de crédits aux start-up

Le ministre de l'Economie de la connaissance et des Start-ups, Yacine Mehdi Walid, a annoncé des facilitations dans le processus d'octroi de crédits aux entreprises émergentes et aux petites entreprises grâce à la diversification des modes de financement.

Dans une interview accordée à la Télévision nationale, le ministre a rappelé l'accompagnement des étudiants au sein des universités et au niveau des start-up et petite entreprise, soulignant que toutes les lois adoptées dans le secteur de l'entrepreneuriat sont en faveur des start-up et des petites entreprises.

Dans son intervention, le premier responsable du secteur a précisé que le financement des projets est basé sur la valeur ajoutée apportée par les

startups et les petites entreprises, ajoutant qu'il est possible aux entrepreneurs au sein de l'université de consulter la plateforme dédiée à l'entrepreneuriat.

Cette plateforme comprend un guide qui détaille toutes les procédures administratives liées à l'entrepreneuriat, en plus d'une base de données documentaires nécessaires pour la réalisation des projets. Par ailleurs, le ministre a mis en avant la possibilité pour les start-up de contribuer aux revenus du trésor public en exportant des services et produits.

A cet égard, le ministre a révélé que 114 start-up œuvrent à l'exportation de services et produits, et à obtenir plus d'investissements des fonds étrangers.

R E

SAISON ESTIVALE

## 69 noyades dans les plages et les plans d'eau depuis le 1<sup>er</sup> juin

Les services de la Protection civile ont enregistré, depuis le début de la saison estivale, quelque 69 cas de noyade, dont 32 au niveau des plages, indique le chargé de l'information à la Direction générale de la Protection civile, le Lieutenant Youcef Abdat.

Avec le début de chaque été et la hausse des températures, le phénomène de noyade est assurément constaté dans divers plans d'eau : plages, barrages, puits, bassins et lacs, a expliqué M. Abdat dans une déclaration à l'APS, précisant que les services de la Protection civile ont enregistré, depuis le 1er juin, quelque 69 cas de noyade dont 32 au niveau des plages et 37 dans des plans d'eau.

La raison principale de ces accidents, selon M. Abdat, est "l'imprudence et la nage dans des lieux interdits à la baignade, à savoir : les plages non surveillées, les plans d'eau, ou les bassins, où la baignade représente une mort certaine, outre les maladies que les nageurs peuvent encourir".

Par manque de visibilité, les nageurs dans les plans d'eau peuvent se blesser, a-t-il soutenu, indiquant que les services de la PC sont intervenus pour secourir de pareils cas, et assurant que la nage dans des plages interdites à la baignade et le saut du haut des rochers constituent de véritables dangers et un comportement imprudent qui fait plusieurs victimes.

Dans l'objectif de faire éviter ce danger aux citoyens, un dispositif spécial a été déployé au niveau des plages autorisées à la baignade à travers 14 wilayas côtières, regroupant des agents, des plongeurs, des conducteurs de bateaux pneumatiques ainsi que des médecins au niveau des centres d'oxygénothérapie à haut débit.

La Protection civile avait lancé, depuis le 7 mai dernier en tant que mesure anticipative, des campagnes de sensibilisation aux différents dangers liés à la saison estivale, tels que les incendies de forêts, la baignade dans les plans d'eau, les intoxications alimentaires et les piqûres de scorpions, et ce, au niveau de toutes les wilayas du pays.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

DIGITALISATION, NUMÉRIQUE, BLOCKCHAIN

# L'Algérie veut s'inspirer du modèle chinois

Consciente des enjeux pour son développement, l'Algérie considère comme un choix irréversible, la transformation numérique qui est en phase de se concrétiser avec l'objectif de moderniser les institutions et favoriser la croissance économique en misant sur les technologies de l'information et de la communication.

Par Reda Hadi

**A**u delà de la volonté politique affichée et précisée par le Président de la République, il s'agit de mettre en place tout un système économique, et en cela, la Chine est un exemple dont on peut s'en inspirer et tirer profit d'un transfert de technologie. A l'heure où le savoir technique constitue une source de puissance et où la concurrence pour le leadership technologique est rude, et désormais avec l'intelligence artificielle qui ne cesse de croître, l'essor technologique est devenu une base fondamentale de tout développement. Si les compétences existent, il n'en demeure pas moins que l'Algérie a besoin de s'inspirer d'un bel exemple. D'ailleurs des sources sûres affirment que ce chapitre sera l'objet des discussions du Président Tebboune, avec son homologue chinois. L'exemple de la Chine, n'est pas fortuit, car ce pays a prouvé son influence technologique, et ses avancées en la matière sont là pour le confirmer. L'Algérie a donc besoin du savoir faire chinois, et de son transfert technologique, pour mieux assurer son développement, et par là même accéder aux plus hautes marches du podium mondial, à un moment où sa demande d'intégrer le BRICS, n'est qu'une question de se-

maines

Beaucoup s'accordent à dire que la collaboration avec la Chine est nécessaire pour l'Algérie, car son potentiel est important. Le potentiel chinois est évalué à 14 milles milliards de dollars, et son économie numériques représente 5 % du PIB mondial.

Les besoins de l'Algérie en ce domaine ont importants, et l'expertise chinoise ne peut être que bénéfique. Des experts estiment aussi, qu'avant de s'inspirer du modèle chinois, il faut étudier l'écosystème économique chinois, comment il fonctionne, et enfin savoir comment l'adapter à notre économie. Ce n'est qu'à cela que l'on pourra bâtir notre propre système, tout en mettant en place des aides gouvernementales appropriées; et surtout mettre en place une régulation qui s'adapte à la réalité de terrain. Un avis partagé par Djalal Bouabdallah expert en numérique, et directeur de « Stratégie Business et développement » reçu par des confrères qui dit qu'« il faut mettre en place notre propre écosystème technologique pour émerger en numérique ».

La concurrence du savoir technique et technologique est très rude, à l'image de la bataille au leadership en la matière entre la Chine et les Etats-Unis. L'Algérie veut se positionner au diapason de cette course pour pouvoir émerger à l'aune de son adhésion aux Brics.

En regardant comment fonctionne l'éco-

système numérique mondialement, celui de la Chine est le plus dynamique au monde à l'image des entités économiques digitalisées comme Ali Baba, Baidoo, ZTE.

Cette avancée, est rendu possible car « le gouvernement chinois soutient ce développement, en mettant des mesures pour le développement de tout un écosystème devenu leader mondial ».

Maintenant disent des experts, a nous de suivre, et de savoir comment s'en inspirer pour faire la même chose en Algérie afin de développer notre propre écosystème dans le domaine des technologies et de la digitalisation. En ce sens, l'expert suggère d'« asseoir un système de compétences pour assurer le transfert technologique (depuis la Chine).

Ce choix, le président de la République, l'a, à maintes fois réitéré, et a insisté sur la numérisation de l'administration et du secteur économique, comme il l'a ordonné au gouvernement, lors de deux récents Conseils des ministres (20 mars et 2 avril), afin d'entamer, immédiatement, l'accélération du processus de numérisation, en tant que système de travail de base dans tous les secteurs.

TEBBOUNE ATTENDU CE LUNDI À PÉKIN

## La coopération économique et le Brics au menu

**A**près avoir achevé sa visite du travail au Qatar, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune est attendu ce lundi à Pékin, pour une visite d'Etat de trois (03) jours sur invitation de son homologue chinois, en l'occurrence Xi Jinping. En effet, et de l'avis des observateurs, ce déplacement de Tebboune à la Chine sera une occasion pour discuter de la coopération économique, dont l'Algérie aspire à capter plus d'investissement chinois dans divers domaines. Selon un communiqué de la présidence algérienne, cette visite intervient dans le cadre de la consolidation des relations solides et enracinées, et qui vise à renforcer la coopération économique entre les deux pays amis. Donc, cette visite de trois jours aura un cachet économique. Selon l'enseignant en sciences politiques et relations internationales, Idriss Attia, le président Tebboune œuvre, à travers la diplomatie présidentielle, aux renforcements de la coopération avec des pays amis comme la Chine, la Russie, l'Italie, le Portugal, le Qatar et autres. Les ambitions de l'Algérie nouvelle sont grandes, nécessitant des partenaires de renom afin de réaliser les objectifs escomptés, à savoir mettre en place un nouveau modèle

économique diversifié, loin de la manne pétrolière, et également une économie basée sur le savoir-faire et nouvelles technologies. La Chine est considérée comme étant un pays leader dans ces domaines et en mesure d'accompagner l'Algérie dans cette transformation. Les chefs d'entreprises algériens, au nombre de près de 150, seront parmi la délégation qu'accompagnera le chef de l'Etat à ce pays surnommé l'Empire du milieu. Ce dernier accorde également un intérêt particulier à l'Algérie, en le qualifiant d'un partenaire fiable et d'ami. Ainsi, le président Tebboune saisira également cette visite pour faire la promotion à l'investissement en Algérie, notamment avec l'introduction de la nouvelle loi régissant l'investissement et les avantages qu'accorde l'Etat aux investisseurs locaux et étrangers.

«Le nouveau Code de l'investissement et avec les avantages apportés, l'axe Alger-Pékin connaîtra un nouvel élan », assure-t-il, en rappelant que la Chine est la première partenaire commerciale de l'Algérie et qu'elle œuvrera à la consolidation de sa position afin d'accéder au continent africain. Donc, dira le même intervenant, cette visite sera une visite économique par

excellence, et des investissements chinois sont attendus dans le domaine de l'Energie, les EnR, agriculture, industrie automobile, nouvelles technologies et autres. En effet, les deux pays se dirigent résolument vers la signature d'un accord de partenariat stratégique global.

Outre la coopération économique, la demande d'adhésion de l'Algérie au groupe des BRICS sera également au centre des entretiens des deux présidents. En effet, l'Algérie compte sur l'appui de son allié et partenaire la Chine pour une éventuelle adhésion à ce groupe qui ouvrira de nouveaux horizons pour notre pays, en s'inscrivant dans le giron des pays émergents dès 2030. L'ex-ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait déclaré, fin 2022, que Pékin « accueille favorablement » l'intérêt exprimé par l'Algérie pour une adhésion au groupe des BRICS.

De l'avis de certains spécialistes et experts, il est également de l'intérêt de la Chine que l'Algérie soit membre de ce groupe. D'ailleurs, ce groupe est perçu comme étant un outil pour la concrétisation de son projet de ceinture et route de la soie, un projet mondial concernant près de 140 pays. En effet, l'Algérie compte sur l'appui de son allié et partenaire la Chine pour une

éventuelle adhésion à ce groupe qui ouvrira de nouveaux horizons pour notre pays, en s'inscrivant dans le giron des pays émergents dès 2030. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint environ 7,3 milliards de dollars en 2021, selon des statistiques publiées par les douanes algériennes. Des entreprises chinoises sont également très actives en Algérie dans les domaines de l'exploitation des ressources naturelles et de la construction des infrastructures et des logements.

Fin juin dernier, un accord de partenariat a été signé entre l'Entreprise nationale algérienne de fer et d'acier (Feraal) et le consortium chinois CMH pour l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet-Ouest (Ouest de l'Algérie) et la valorisation de sa production, à travers la construction d'une usine de production d'acier.

En mars, les compagnies minières chinoises Wuhuan et Tian'an ont créé une coentreprise avec des sociétés algériennes pour le développement d'une mine de phosphates située dans l'est de l'Algérie et la construction d'un complexe de production d'engrais phosphatés pour un investissement global estimé à 7 milliards de dollars.

Par Zahir R.

DISCUSSIONS ENTRE TEBBOUNE ET L'EMIR DU QATAR À DOHA

## Consolider la coopération algéro-qatarie

Au second jour de sa visite au Qatar, le Président Tebboune a eu des discussions officielles avec l'Emir du Qatar.

Selon l'agence officielle du Qatar, au début de la séance, l'Emir Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani a souhaité la bienvenue à Son Excellence le Président algérien et à la délégation qui l'accompagne, en leur exprimant ses vœux de bon séjour. Son Altesse l'Emir a également souhaité aux relations fraternelles entre les deux pays davantage de développement et d'épanouissement dans les différents domaines, conformément aux aspirations communes des deux peuples frères.

De son côté, le Président algérien a exprimé ses remerciements à l'Emir du Qatar pour l'accueil chaleureux et la généreuse hospitalité qu'il lui a réservés, espérant que les discussions avec Son Altesse permettront de consolider la coopération et de développer les relations fraternelles entre le Qatar et l'Algérie.

Au cours de la séance, l'Emir et Son Excellence ont examiné les relations bilatérales et les moyens de les renforcer et de les développer à différents niveaux, en particulier dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'industrie, de l'énergie et de la technologie. Ils ont également abordé des sujets et des développements particulièrement importants sur le plan régional et international.

Son Excellence Cheikh Saoud bin Abdulrahman Al Thani, Président de l'Amiri Diwan, Son Excellence Cheikh Mohammed bin Hamad Bin Qassim Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, Son Excellence Mr. Mohammed bin Ali Al Mannai, ministre des Communications et des Technologies de l'Information, Son Excellence Mr. Soltan bin Saad Al Muraikhi, ministre d'Etat chargé des Affaires étrangères, et un nombre de hauts responsables ont assisté à la séance.

Du côté algérien, la séance s'est déroulée en présence de Son Excellence le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Mr. Ahmed Attaf, Son Excellence le ministre des Finances Mr. Laaziz Fayed, Son Excellence le ministre de l'Energie et des Mines Mr. Mohamed Arkab, Son Excellence le ministre de la Poste et des Télécommunications Mr. Karim Bibi Triki, Son Excellence le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique Mr. Ali Aoun, Son Excellence le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations Mr. Tayeb Zitouni, Son Excellence le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de Base Mr. Lakhdar Rakhroukh, Son Excellence le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville Mr. Mohamed Tarek Belaribi, Son Excellence le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises Mr. Yacine El-Mahdi Oualid et d'un nombre de hauts responsables.

Ensuite, Son Altesse l'Emir et Son Excellence le Président algérien ont tenu une réunion bilatérale au cours de laquelle ils ont échangé leurs points de vue sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment l'évolution de la situation dans la région.

R.E.

## TRANSPORT MARITIME

**Inauguration de la nouvelle ligne Annaba-Gênes**

Le ferry algérien « Tarek Ibn Ziad », a accosté, samedi après-midi dans le port d'Annaba, avec à son bord 817 passagers de la communauté nationale établie à l'étranger et 232 véhicules, après avoir effectué la traversée inaugurale de la nouvelle ligne entre les villes de Gênes (Italie) et d'Annaba.

Les membres de la communauté nationale ont été accueillis à leur arrivée à la gare maritime par les autorités locales, civiles et militaires, et plusieurs députés de l'Assemblée populaire nationale conduits par le président de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale, Salim Merah. Ce dernier a souligné, dans une déclaration à l'APS, « la volonté de l'Etat algérien de prendre en charge les préoccupations des membres de la communauté et de prendre les mesures à même de leur permettre de venir passer leurs vacances dans leur pays, dans les meilleures conditions ».

Plusieurs passagers, approchés par l'APS, ont exprimé leur joie devant l'ouverture de cette nouvelle ligne maritime entre Annaba et l'Italie qui, selon Sid-Ahmed, qui réside à Milan, « a permis à de nombreux membres de la communauté résidant en Italie, et dans plusieurs autres pays européens voisins, d'emprunter cette nouvelle liaison maritime et de retourner au pays pour y passer les vacances d'été en famille ».

Un avis partagé par la plupart des passagers qui, à l'exemple de Radia dont la famille habite à Sétif, se sont dits « très satisfaits de la célérité avec laquelle les formalités de police et de douane ont été effectuées ». Elle n'a pas caché son « bonheur » devant l'accueil chaleureux au port d'Annaba, et devant « les mesures prises par l'Etat algérien à l'effet de répondre aux préoccupations des membres de la communauté vivant en Italie, en particulier celles liées à l'allègement du voyage », nettement moins contraignant grâce à cette nouvelle ligne Gênes-Annaba.

Les membres de l'APN et les autorités de la wilaya ont observé les conditions dans lesquelles se sont effectuées les formalités au terminal maritime d'Annaba qui a mis en place des moyens ayant assuré la fluidité des formalités d'entrée des passagers et des véhicules. Le « Tarek Ibn Ziad » lèvera l'ancre dimanche pour se diriger vers la ville de Gênes pour un transport de voyageurs entre les villes algérienne et italienne, a-t-on indiqué.

R. E.

## L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE AU 3E TRIMESTRE 2022

**En recul chez le public et en hausse chez le privé**

Selon une enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles, initiée par les services de l'ONS, l'activité industrielle au 3e trimestre 2022, selon l'opinion des chefs d'entreprises publiques, a reculé durant cette période par rapport au trimestre précédent. Par contre, elle a augmenté selon celle du privé.

Par S. R.

**L**e taux d'utilisation des capacités de production a été supérieur à 50% selon plus de 62% des enquêtés publics et selon près de 83% de ceux du privé, ajoute la même source.

Le niveau d'approvisionnement en matières premières a été inférieur à la demande exprimée selon près de 53% des concernés du secteur public et de plus de 46% de ceux du privé, ce qui a engendré des ruptures de stocks à près de 54% des premiers et de plus de 45% des seconds, allant jusqu'à 29 jours selon certains d'entre eux.

Près de 17% des chefs d'entreprises du secteur public et plus de 20% de ceux du privé ont connu des pannes d'électricité, engendrant des arrêts de travail, toutefois, inférieurs à 6

jours pour près de l'ensemble des concernés. Par ailleurs, près de l'ensemble des enquêtés des deux secteurs déclarent être satisfaits de l'approvisionnement en eau durant ce trimestre.

Quant à la demande, l'enquête de l'ONS indique que malgré la hausse des prix de ventes, la demande en produits fabriqués a connu une hausse selon les chefs d'entreprises enquêtés des deux secteurs confondus. Plus de 39% des considérés du secteur public et près de 17% de ceux du privé déclarent n'avoir pas satisfait toutes les commandes reçues.

Toutefois, il subsiste des stocks de produits fabriqués selon la plupart des concernés du secteur public et de plus de 47% de ceux du privé, situation jugée normale par la majorité de ces derniers. Près de 31% des enquêtés du secteur public déclarent avoir connu des problèmes de transport durant ce

trimestre.

S'agissant de la trésorerie, la dite enquête a fait savoir que l'état de la trésorerie demeure normal selon près de 56% des concernés du secteur public ainsi que de plus de 70% de ceux du privé et reste mauvais selon plus de 30% des premiers et de plus de 20% des seconds. L'allongement des délais de recouvrement des créances, les charges élevées, le remboursement des emprunts ainsi que la rigidité des prix restent les principaux facteurs qui influent sur l'état de la trésorerie. Cependant, près de 12% des chefs d'entreprises du secteur public et près de 23% de ceux du privé ont recouru à des crédits bancaires.

Concernant le point de l'équipement, la même source note que pour des raisons principalement de vétusté des équipements, près de 72% des enquêtés du secteur public et plus de 49% de ceux du secteur

privé déclarent avoir connu des pannes durant ce trimestre, toutefois, inférieur à 13 jours selon la plupart d'entre eux.

Près de 53% des concernés du secteur public et plus de 46% de ceux du privé ont remis en marche leurs équipements après une panne dont près de 35% de ces derniers ont procédé à des renouvellements. Près de l'ensemble des enquêtés du secteur public et près de l'ensemble de ceux du privé déclare pouvoir produire davantage en renouvelant les équipements et sans embauche supplémentaire du personnel, détaille-t-elle.

Par ailleurs, et dans le volet de prévision, la plupart des chefs d'entreprises enquêtés des deux secteurs ayant répondu à l'enquête prévoit une hausse de la production et de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de bonnes perspectives de leurs trésoreries.

## INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES (IAA)

**Les capacités de production tournent à plus de 50%**

**S**elon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête, l'activité des IAA s'est rehaussée durant ce troisième trimestre 2022. La plupart du potentiel de production a utilisé ses capacités de production à plus de 50%, selon les chiffres de l'ONS.

Le degré de satisfaction des commandes en matières premières est inférieur aux besoins exprimés selon près de 41% des enquêtés, ce qui a engendré des ruptures de stocks à plus de la moitié d'entre eux, toutefois, inférieur à 10 jours selon la plupart d'entre eux.

La demande en produits fabriqués continue d'augmenter selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. La plupart des enquêtés a satisfait toutes les commandes

reçues et il subsiste des stocks de produits fabriqués selon près de 35% d'entre eux, situation jugée normale par ces derniers. Près de 32% des enquêtés déclarent avoir connu des problèmes de transport durant ce trimestre. L'état de la trésorerie est jugé normal selon la majorité des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête et est bon selon plus de 9%. Les effectifs ont augmenté selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. La plupart déclare être satisfaite du niveau de qualification du personnel et près de 31% déclarent avoir trouvé de difficultés à recruter notamment du personnel cadre. En raison, principalement, de la vétusté et de la surutilisation des équipements, près de la moitié du potentiel de production a enregistré des

pannes au cours de ce trimestre, inférieur à 13 jours pour la plupart d'entre eux. Plus de 35% des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, déclarent avoir remis en marche leurs équipements près de 41% ont procédé à des extensions.

La plupart affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. Pour le prochain trimestre et comparativement au précédent, les industriels des IAA prévoient une hausse de l'activité, de la demande ainsi que des effectifs. Par ailleurs, ils prévoient de meilleures perspectives de leurs trésoreries.

R. E.

## ECOLE SUPÉRIEURE DE SÉCURITÉ SOCIALE

**Le ministre du travail préside la cérémonie de sortie de la 8e promotion**

**L**e ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a présidé samedi à Alger, la cérémonie de sortie de la 8e promotion de l'Ecole supérieure de sécurité sociale "Mohamed Saleh Mentouri", ayant bénéficié d'une formation dans plusieurs spécialités de la Sécurité sociale, laquelle a été baptisée du nom du défunt Moudjahid et ancien ministre du Travail et de la Sécurité sociale "Mouloud Oumeziane". Lors d'une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie, à laquelle ont assisté le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, des représentants d'établissements universitaires, des responsables du secteur et les autorités locales,

M. Bentaleb s'est félicité "des bons résultats enregistrés par l'Ecole en matière de formation spécialisée et d'encadrement qualitatif depuis sa création en 2014", estimant le nombre global des diplômés à 500 étudiants, dont 25 venus de 9 pays amis, notamment de Tunisie, du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Cameroun, du Congo (Congo-Brazzaville), du Tchad, de Guinée et du Togo.

Le ministre a également salué les efforts des étudiants tout au long de l'année universitaire 2022-2023, qui a été "couronnée par bons résultats, d'autant que ces étudiants représentent la pierre angulaire de soutien au travail des établissements et caisses de Sécurité sociale qui ont besoin

d'éléments qualifiés pour les besoins d'une gestion efficace". M. Bentaleb considère à cet égard que "les mutations effrénées dans le domaine économique, notamment avec l'arrivée des nouvelles technologies, exigent que l'on accorde plus d'importance au contenu du programme de formation, pour être au diapason des dernières avancées, et assurer des compétences aptes à gérer le domaine de la sécurité sociale, en ce qui permet d'apporter une plus-value dans le monde du travail". Le haut responsable a également tenu à souligner qu'"investir dans l'élément humain est l'objectif principal pour la concrétisation d'un développement durable", mettant en avant les

programmes pédagogiques adoptés, mis au point en collaboration avec l'organisation internationale du travail (OIT) en matière de formation, de qualification et d'encadrement". Une attestation de remerciements et de reconnaissance a, par ailleurs, été remise par les ministres du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et celui des Moudjahidine et des Ayants-droit, à la famille du défunt Moudjahid Mouloud Ou Mezziane. Les majors de promotion arrivés à la première, la deuxième, et la troisième place du classement général ont également été distingués.

R. E.

RAPPORT DE LA FAO

# 783 millions de personnes touchées par la faim en 2022

La faim dans le monde, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation, est demeurée relativement stable entre 2021 et 2022, mais se maintient à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de Covid-19.

Synthèse R.E.

**E**lle touchait quelque 9,2 % de la population mondiale en 2022, contre 7,9% en 2019. On estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne (735 millions environ), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie mondiale.

Entre 2021 et 2022, des progrès ont été accomplis en Asie et en Amérique latine en matière de réduction de la faim, mais cette dernière continue d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique.

Les projections indiquent que près de 600 millions de personnes souffriront de sous-alimentation chronique en 2030. Dans un scénario sans pandémie ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de quelque 119 millions – et de 23 millions environ si seule la guerre en Ukraine n'avait pas eu lieu, ce qui souligne l'immense défi que représente la cible des ODD visant l'éradication de la faim, en particulier en Afrique.

La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale (indicateur 2.1.2 des ODD) est demeurée stable pour la deuxième année consécutive, après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020. Quelque 2,4 milliards de personnes – 29,6 pour cent de la population mondiale – étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, dont environ 900 millions (soit 11,3 pour cent de la population mondiale) dans le deuxième cas.

À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes qui vivent en milieu rural. En 2022, l'insécurité alimentaire modérée ou grave concernait 33,3 pour cent des adultes en milieu rural, contre 28,8 pour cent dans les zones périurbaines et 26,0 pour cent dans les zones urbaines. L'écart entre les femmes et les hommes en matière d'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale, qui s'était creusé dans le sillage de la pandémie, s'est réduit entre 2021 et 2022, passant de 3,8 points à 2,4 points. En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde (soit 42 pour cent) n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement. Bien que cela représente une hausse globale de 134 millions par

rapport à 2019, avant la pandémie, le nombre de personnes se trouvant dans cette situation a en réalité baissé de 52 millions entre 2020 et 2021.

On estime qu'en 2022, sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans à l'échelle mondiale, 148,1 millions (22,3 pour cent) présentaient un retard de croissance, 45 millions (6,8 pour cent) étaient émaciés et 37 millions (5,6 pour cent) étaient en surpoids. La prévalence du retard de croissance et de l'émaciation était plus élevée dans les zones rurales, tandis que celle de l'excès pondéral était légèrement supérieure en milieu urbain.

Des progrès constants ont été accomplis s'agissant de développer l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie et de réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, mais le monde n'est pas en bonne voie pour atteindre les cibles fixées à l'horizon 2030. Le surpoids chez l'enfant et l'insuffisance pondérale à la naissance ont peu évolué, et la prévalence de l'émaciation est plus de deux fois supérieure à la cible établie pour 2030.

L'urbanisation croissante – d'ici à 2050, il est prévu que près de 7 personnes sur 10 vivent en ville – entraîne des changements dans les systèmes agroalimentaires sur l'ensemble du continuum rural-urbain. Ces changements engendrent des défis mais également des possibilités au regard de l'objectif qui consiste à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine et abordable.

Parmi les difficultés actuelles figurent la disponibilité accrue d'aliments moins chers, prêts à consommer, cuisinés à l'avance ou issus de la restauration rapide, dont la plupart, riches en graisses, en sucres et/ou en sel, ont une densité énergétique élevée et sont susceptibles de contribuer à la malnutrition; les disponibilités en fruits et en légumes qui ne sont pas suffisantes pour satisfaire les besoins journaliers de tous; l'exclusion des petits agriculteurs des chaînes de valeur structurées; et la perte de terres et de capital naturel sous l'effet de l'expansion urbaine. Cependant, l'urbanisation s'accompagne également de possibilités, étant donné qu'elle donne naissance à des chaînes de valeur alimentaires plus longues, plus structurées et plus complexes qui permettent à des activités rémunératrices non agricoles de se développer, en particulier pour les femmes et les jeunes, et accroissent la diversité des aliments nutritifs. L'accès des exploitants aux intrants et aux

services agricoles s'améliore souvent à mesure que les zones urbaines s'étendent et se rapprochent ainsi des zones rurales.

Pour cerner les changements qui s'opèrent au sein des systèmes agroalimentaires dans leur ensemble (autrement dit, de la production d'aliments au comportement des consommateurs, en passant par la transformation, la distribution et les achats), il convient d'aborder la question sous l'angle du continuum rural-urbain, qui reflète la connectivité et les liens grandissants entre zones urbaines, périurbaines et rurales.

Déjà bien avancée en Asie et en Amérique latine, la mutation de la demande et de l'offre alimentaires tout le long du continuum rural-urbain s'accélère en Afrique, où le pourcentage de la population qui se trouve en situation d'insécurité alimentaire et n'a pas les moyens de s'alimenter sainement est parmi les plus élevés au monde. Dans cette région, la croissance exponentielle de l'emploi non agricole et l'essor considérable de marchés et de chaînes d'approvisionnement alimentaire interdépendants entraînent une évolution des régimes alimentaires le long du continuum rural-urbain.

Les nouveaux éléments recueillis dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe remettent en question l'idée habituelle selon laquelle les achats de nourriture ne représentent qu'une petite partie de la consommation alimentaire des ménages ruraux sur ce continent. Certes, les achats d'aliments sont importants chez les ménages urbains de ces pays, mais ils sont aussi étonnamment élevés tout le long du continuum rural-urbain, même parmi les ménages ruraux qui vivent loin d'un centre urbain. De nouvelles données battent également en brèche la vision traditionnelle d'une différence marquée entre zones urbaines et zones rurales en ce qui concerne les habitudes d'achat. Dans les 11 pays africains concernés, la consommation d'aliments transformés, y compris hautement transformés, est supérieure en milieu urbain, et elle ne diminue que progressivement à mesure que l'on se rapproche des zones périurbaines puis des zones rurales. En outre, la consommation de légumes, de fruits ainsi que de graisses et d'huiles par rapport à la consommation alimentaire totale est relativement uniforme le long du continuum rural-urbain.

BMS

## Vague de chaleur avec des températures caniculaire sur plusieurs wilayas

Une vague de chaleur marquée par des températures caniculaires pouvant atteindre 47 degrés, touchera plusieurs wilayas du pays jusqu'à mardi, indique dimanche un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbes, Saïda, Mascara, Relizane, Chlef et Ain Defla avec des températures maximales oscillant entre 43 et 45 degrés et pouvant atteindre localement les 46/47 degrés, précise la même source, relevant que les températures minimales prévues seront entre 27 et 34 degrés de dimanche à mardi.

Concernant les wilayas de Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou, M'sila, Mila, Constantine et Guelma, les températures maximales prévues seront entre 43 et 45 degrés, alors que les températures minimales seront entre 28 et 34 degrés durant la validité du BMS, de dimanche à mardi. Cette vague de chaleur concernera aussi les wilayas Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf où les températures maximales oscilleront entre 38 et 40 degrés, pouvant atteindre localement les 43-45 degrés lundi et mardi, alors que les températures minimales prévues seront entre 26 et 32 degrés.

Alger, Blida et Boumerdes sont également concernées par ce bulletin, avec des températures maximales qui varieront entre 40 et 42 degrés, pouvant atteindre localement les 43/45 degrés, et des températures minimales entre 26 et 32 degrés durant la validité du BMS, lundi et mardi.

UNE ÉTUDE

## Les taux d'intérêt font grimper les bénéfices des banques

La hausse rapide des taux d'intérêt l'année dernière a fait grimper les bénéfices des banques européennes, selon une étude. Selon cette étude, les résultats d'exploitation des banques de détail de onze pays européens ont augmenté en moyenne de 18 pour cent en 2022, et les chiffres d'affaires de 8 pour cent. Mais en Allemagne, la banque moyenne continue d'être beaucoup moins rentable que dans le reste de l'Europe. C'est ce qui ressort de l'analyse du secteur bancaire européen publiée dimanche à Munich par le cabinet de conseil Strategy&. Comme l'année précédente, ce sont les banques suisses qui gagnent le plus d'argent, avec un bénéfice de 426 euros par client. Les établissements autrichiens se sont classés en cinquième position avec 292 euros, les établissements allemands en neuvième position avec 201 euros et donc parmi les trois derniers. Le cabinet de conseil a également établi une comparaison avec les banques de détail aux États-Unis et en Australie - les établissements européens ont connu une croissance plus rapide et ont réalisé en moyenne des bénéfices plus élevés par client. Dans les années qui ont suivi la crise financière internationale de 2008/2009, les banques américaines étaient encore considérées comme plus compétitives au niveau international. "Les conditions générales pour les banques de détail européennes n'ont pas été aussi favorables depuis longtemps", a déclaré l'auteur de l'étude Andreas Pratz. Outre la hausse des taux d'intérêt, les programmes d'austérité des dernières années ont également eu un effet, selon Strategy& : selon cette étude, 80 pour cent des banques européennes ont augmenté leurs bénéfices au cours des six dernières années grâce à la transformation de leurs modèles commerciaux et opérationnels. Il s'agit essentiellement de la vague de fermetures d'agences et du développement des services bancaires en ligne. Les auteurs mettent toutefois en garde les banquiers européens de ne pas se reposer sur leurs lauriers : "Pour une grande partie des banques de détail, la tendance est actuellement à la hausse", a déclaré le coauteur Johannes Gärtner. "Mais cela ne doit pas occulter le fait que de nombreux nouveaux acteurs, issus par exemple du secteur des grandes technologies ou de la scène fintech, se positionnent en même temps."

Agence

LE CONTINENT AFRICAIN

## Un eldorado en termes de prix du fuel pour avion?

**E**n Afrique, les prix du carburant pour avion affichent une moyenne en baisse, en comparaison avec d'autres régions du monde. En 2021, en pleine pandémie de Covid, l'Association du transport aérien international avait pourtant pointé le continent africain comme la région avec les prix du carburant les plus élevés pour le transport aérien.

Le continent africain semble connaître une diminution des prix du carburant pour avion ces deux dernières années.

Ainsi, au 16 juillet, les prix de ce carburant pour avion sont majoritairement à 0,526 dollar pour un litre dans la plupart des pays africains, selon les données du site spécialisé Jet A-1 fuel.com.

C'est le prix le moins élevé en comparaison avec les autres régions du monde. Aux États-Unis, ce taux est de 0,555 \$/litre, en Europe de 0,538 \$/litre. Dans certains pays d'Amérique latine, cet indica-

teur atteint 0,558 \$/litre, soit le taux le plus haut dans le monde.

Les prix actuels suggèrent que la situation s'est améliorée en Afrique au cours des deux dernières années, relate l'agence Ecofin. Fin juin, l'Association du transport aérien international (IATA) avait rendu publics les résultats de son enquête menée en juin 2021 auprès de plusieurs aéroports, dont 33 en Afrique, en pleine pandémie de Covid-19.

Le continent africain avait alors été nommé région où le coût du carburant pour les avions continue d'être le plus élevé, à environ 0,678\$ par un litre, avec un écart de près de 20% par rapport aux pays d'Amérique du Nord.

Le marché du transport aérien en Afrique reste fractionné, mais le trafic aérien devrait doubler d'ici 2040, toujours selon l'IATA.

Source : spoutnik

## ELECTRIFICATION RURALE À TIZI-OUZOU

## Plus de 500 nouveaux foyers raccordés depuis janvier

Quelque 523 nouveaux foyers, situés en zone rurale de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été raccordés au réseau électrique, durant le premier semestre de l'année en cours (2023), rapporte vendredi un communiqué de la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz.

Ces nouveaux foyers, ont été branchés au réseau de distribution de l'énergie électrique dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'électrification rurale de la wilaya de Tizi Ouzou pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, a-t-on précisé de même source.

Ces foyers sont ventilés les communes d'Irdjen, Yatafen, Ait Bouadou, Mkira, Ait Chafaa, Ait Khelili, Draa Ben Khedda, Timizart, Aghribs, Tizi Rached, Ain El Hammam, Mechtras, Bounouh et Makouda.

Le raccordement de ces foyers a été rendu possible grâce à la mise en service 17 postes d'énergie électrique (haute et basse tension), réalisés dans le cadre du programme d'investissement pour l'été 2023 visant l'amélioration de la qualité et de la continuité du service public, pour un montant total de 206 millions de DA, a-t-on rappelé. Cette opération a nécessité la réalisation de 12,71 km de réseau électrique basse-tension, a-t-on ajouté, soulignant que la direction de distribution "veille à accompagner tous les projets de raccordement en énergie aussi bien pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses clients que pour la contribution dans le développement local".

## UNIVERSITÉ D'ORAN 1

## Enseignement en anglais de 37 matières l'année prochaine

Pas moins de 37 matières seront enseignées en anglais dès la prochaine année académique à l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" au profit des étudiants de 1ère année, a-t-on appris mardi de la chargée de la cellule d'information de l'université, Soumia Berhaïel.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Berhaïel a indiqué que les 37 matières, parmi les 119 assurées à l'université Oran 1 et qui seront enseignées en anglais aux étudiants de 1ère année, l'année prochaine, seront encadrées par des professeurs compétents, qui ont reçu, cette année, une formation supplémentaire en vue de perfectionner leurs connaissances de la langue, permettant ainsi de donner davantage de visibilité aux universités algériennes au niveau du réseau universitaire mondial.

La même intervenante a annoncé, dans ce cadre, que 180 professeurs de l'Université d'Oran 1 ont bénéficié de cette formation, dans le cadre d'une première promotion, pour l'utilisation de la plateforme d'enseignement à distance de l'Université d'Oran 1, ainsi que la plateforme "Model" et les technologies d'enseignement.

Elle a également annoncé la numérisation de plus de 50.000 documents d'archives et administratifs, dans le cadre du programme de numérisation et de réduction de l'utilisation du papier concernant les activités de l'université.

Par ailleurs, l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" a organisé, lundi, une cérémonie de fin d'année, sous la supervision du recteur Dr Abdelmalek Amine Karam, avec la promotion de 27 enseignants au grade d'Enseignant Supérieur, en plus d'avoir honoré 18 étudiants majors de promotions et 8 étudiants étrangers.

Le nombre d'étudiants diplômés, à l'issue de l'année universitaire en cours à l'Université d'Oran 1, est estimé à 4.914 étudiants, dont 3.601 étudiants au sein du système LMD et 1.313 étudiants en sciences médicales.

## SALON DE LA POTERIE D'ATH KHEIR (TIZI OUZOU)

Plus de 70 artisans présents à la 5<sup>e</sup> édition

Plus de 70 artisans, tous métiers confondus, animent la 5<sup>e</sup> édition du Salon national de la poterie d'Ath Kheïr, ouvert au village Ath Kheïr dans la commune d'Ath Khelili (daïra de Mekla), à l'Est de Tizi-Ouzou.

Sur ces 70 artisans, une vingtaine sont des potiers, principalement d'Ath Kheïr, le but de l'événement étant de faire connaître et de promouvoir le produit artisanal de ce village, a indiqué à l'APS le président de l'association Isselqam n'talaght d'Ath Kheïr, Karim Taguine, qui a relevé la participation, également, de potiers de la région de Maâtkas (Tizi-Ouzou) et de Boghar (Médéa). Outre la poterie, plusieurs autres métiers artisanaux (bijouterie, vannerie, tapisserie, entre autres) sont représentés à ce Salon grâce aux artisans qui l'animent et qui sont issus de 22 wi-

layas du pays, offrant aux visiteurs une mosaïque haute en couleurs, rappelant la richesse et la diversité de l'artisanat algérien. Organisée par l'association Isselqam n'talaght et la direction de la Culture et des Arts en collaboration avec plusieurs autres partenaires (institutions élues et publiques), l'événement placé sous l'égide du wali, draine un nombre de plus en plus important de participants et de visiteurs, a signalé M. Taguine. Il a indiqué à cet effet que l'édition 2022 a été animée par 55 artisans représentant 15 wilayas. « Depuis son lancement en 2016 (avec une interruption durant la pandémie

de la Covid-19), la manifestation gagne en ampleur en terme de participation, d'affluence de visiteurs mais aussi de ventes, ce qui a permis de fidéliser les artisans qui y prennent part, mais aussi d'attirer de nouveaux participants », a-t-il relevé. Le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, qui a ouvert le salon, a relevé la contribution de cette manifestation à la consolidation du patrimoine national ainsi qu'à l'ancrage des valeurs nationales, ajoutant qu'à travers ce Salon le village Ath Kheïr contribue à la consolidation des valeurs nationales et du patrimoine culturel. Destinés à l'usage quotidien, les

ustensiles de cuisine fabriqués à Ath Kheïr ne s'encombre pas de décoration.

Les potiers misent plutôt sur la solidité du produit fabriqué à base de Talaght (ou Talakht : l'argile) et Tafza (le grès), et destiné à la cuisson (sur feux de bois ou gaz), tels que les tadjine pour les différents pains traditionnels et crêpes, les marmites et couscoussiers pour Chorba et couscous, et autres assiettes et vases à eau. Cette nouvelle édition se poursuivra jusqu'à lundi prochain, avec au menu, outre l'exposition de poterie et produits de l'artisanat traditionnel, une animation artistique en soirée.

## PALMIERS DATTIERS

## Une campagne préventive de lutte contre le « Boufaroua » à El-Meghaïer

Une campagne de lutte contre le parasite destructeur « Boufaroua » qui affecte la richesse phénicienne a été lancée par la station régionale de la protection des végétaux (SRPV) de Biskra, en coordination avec la direction des services agricoles de la wilaya El-Meghaïer, a-t-on appris vendredi auprès des responsables de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette campagne préventive, menée par les équipes de la station régionale de la protection des végétaux depuis quelques jours, cible en priorité plus de 2,5 millions de palmiers productifs dans les périmètres agricoles et les palmeraies, en traitant les foyers de ce ravageur à tra-

vers les communes d'El-Meghaïer, Sidi Khelil, Oum Tior, Still, Djamâaa, El-Mourara, Tindla et Sidi Amran, a expliqué à l'APS, la directrice des services agricoles, Ouadia Beloukbi. Cette action proactive s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme national de lutte contre ce parasite, supervisé chaque année par le ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) visant la protection du palmier dattier des maladies parasitaires, dans l'objectif d'améliorer la qualité des dattes toutes variétés confondues. Des quantités d'insecticides ont été distribuées également au profit des agriculteurs dont leurs palmiers à été touchés

par cette maladie parasitaire, a-t-elle détaillé. Des agriculteurs ont salué les efforts déployés par les autorités locales pour la préservation de la richesse phénicienne à travers des mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays, et assurer ainsi l'augmentation du volume des exportations de cette récolte au titre de la l'année prochaine. Il est à noter que la contribution de la wilaya d'El-Meghaïer dans la production nationale des dattes a dépassé 17%, tandis que le volume des exportations vers les pays de la Mauritanie, du Niger et de la Russie s'est élevé à plus de 685 tonnes de dattes au cours de l'année 2023, selon la même source.

## BEJAIA

## Le port baptisé du nom du chef de l'insurrection anticoloniale Cheikh Belhadad

Le port de Bejaia a été baptisé jeudi, du nom du Cheikh Belhadad, figure de proue du soulèvement populaire de 1871 contre le colonialisme français. S'exprimant en marge de cette baptismation qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 61<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance nationale (5 juillet), le wali de Bejaia, Kamel Eddine Karbouche, a souligné que Cheikh Belhadad est "un symbole de la Révolte et de la résistance algérienne contre le colonialisme".

Il a noté que "c'est à partir du Port de Bejaia que se sont effectuées des déportations massives vers le bagne de la Nouvelle Calédonie des patriotes et nationalistes engagés dans la révolte, dont les enfants de Cheikh, Aziz et M'hand". Cheikh Belhadad est né en 1790 à Seddouk. Il a déclaré



le soulèvement de 1871 sur la place du village le 8 avril 1871, mobilisant des dizaines de milliers de résistants qui ont porté la résistance contre le colonialisme dans divers endroits du pays jusqu'à Souk Ahras, entre autres. L'appel a enrôlé pour la

cause, selon l'historiographe Idir Hachi dans son livre consacré à l'insurrection de cheikh Belhadad intitulé "1871, une levée en arme pour l'honneur de la patrie", édité en mai 2021, quelque 800.000 personnes dont 200.000 combattants armés,

pour une population générale atteignant à peine 2,5 millions d'âmes. La révolte a été entreprise de concert avec Ckeikh El Mokrani qui, quelque mois auparavant et à la tête de 15 000 hommes, a mis en feu toute la région des Bibans.

## CÂBLES SOUS-MARINS

# Comment les États-Unis évincent la Chine de l'Internet

Partie 1

*Selon les experts, le marché des câbles sous-marins risque de se diviser en deux blocs, l'un oriental et l'autre occidental, en raison, notamment, des craintes d'espionnage et des tensions géopolitiques.*

**P**rès de 1,4 million de kilomètres de fibres à enveloppe métallique sillonnent les océans du monde entier, acheminant le trafic internet de manière fluide dans le monde entier. La fourniture et l'installation de ces câbles sont dominées par des entreprises françaises, américaines et japonaises.

Le gouvernement chinois a commencé à pénétrer avec succès le marché mondial, mais les administrations américaines successives ont depuis lors réussi à exclure la Chine de vastes pans de ce marché. Cela s'expliquerait semble-t-il par des craintes d'espionnage et des inquiétudes quant à ce que Pékin pourrait faire pour perturber les actifs stratégiques exploités par des entreprises chinoises en cas de conflit.

Bien qu'elles soient régulièrement exclues des projets internationaux de câbles sous-marins impliquant des investissements américains, les entreprises chinoises se sont adaptées en construisant des câbles internationaux au profit de la Chine et d'un grand nombre de ses alliés. Cette situation fait craindre une scission dangereuse entre les propriétaires et les gestionnaires de l'infrastructure qui sous-tend le web mondial.

En 2018, Amazon, Meta et China Mobile se sont mis d'accord pour travailler ensemble à l'installation d'un câble reliant la Californie à Singapour, à la Malaisie et à Hong Kong. Mais une série de manœuvres à Washington visant à bloquer la participation chinoise aux câbles américains a conduit China Mobile à se retirer du consortium. En 2021, Meta et Amazon ont déposé une nouvelle demande pour le système, cette fois sans investissement chinois, non relié à Hong Kong et avec un nouveau nom : Cap-1.

Puis, l'année dernière, la demande pour Cap-1 a été complètement retirée, même si la majeure partie du câble de 12 000 km avait déjà été construite. Selon deux personnes informées des discussions, l'implication initiale de la Chine serait restée un problème de sécurité pour le gouvernement américain.

« Des centaines de millions de dollars ont été engloutis dans le Pacifique », a déclaré une personne impliquée dans le projet avorté. Meta et China Mobile n'ont pas répondu aux demandes de commentaires. Amazon s'y est refusé.

Au cours des cinq dernières années, alors que les tensions entre les deux pays se sont accrues et que les craintes se sont multipliées à Washington quant aux risques d'espionnage, le gouvernement américain a cherché à démanteler un réseau de câbles internet qui s'était développé au fil des décennies grâce à la collaboration internationale. Les États-Unis ont réussi à empêcher Pékin de devenir un acteur majeur sur le marché mondial des câbles sous-marins. Selon une analyse des données fournies par le cabinet de conseil TeleGeography, le fournisseur chinois HMN Tech n'a fourni ou n'est sur le point de fournir que 10 % de l'ensemble des câbles mondiaux existants ou prévus, lorsque le fournisseur est connu. Entre-temps, le fabricant de câbles français ASN en a fourni 41 % et la société américaine SubCom 21 %. Ni ASN ni SubCom n'ont répondu aux demandes de commentaires.

Les entretiens menés avec plus de 20 dirigeants du secteur semblent indiquer que la campagne de Washington a abouti à une interdiction de fait de l'utilisation d'un fournisseur chinois dans des pans entiers du secteur, même dans le cadre de projets n'impliquant pas les États-Unis. Certains craignent que cette situation n'entraîne une fracture de l'internet mondial, les entreprises chi-

noises commençant à construire leurs propres réseaux câblés ailleurs.

## Nombre d'opérateurs de réseaux IP chinois et américains directement connectés

« L'un des grands risques actuels est que nous nous dirigeons vers des systèmes fragmentés. Cela ne crée-t-il pas un système où il est impossible de se connecter, avec une quasi-guerre froide, bloc de l'Est contre bloc de l'Ouest ? », demande April Herlevi, experte en politique économique étrangère de la Chine au Center for Naval Analyses. « Je ne pense pas que nous y soyons déjà là, mais je crains que ce soit la direction vers laquelle nous nous dirigeons. »

Plusieurs pays, dont la Chine, le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Russie, n'ont pas caché leur ambition de créer une infrastructure internet plus centralisée sur laquelle leurs gouvernements pourraient exercer un plus grand contrôle. Ils se sont également montrés désireux et capables de couper l'accès à certains sites, voire à l'ensemble de l'internet, en ces temps de turbulences politiques.

Mais les efforts des États-Unis pour exclure les entreprises chinoises de l'épine dorsale de l'internet mondial sont enlisées dans des difficultés. Alors même que l'administration américaine poursuit sa guerre de la fibre optique au détriment de Pékin, des navires appartenant à la Chine et armés par celle-ci continuent cependant d'effectuer des travaux de réparation complexes sur des lignes de fibre optique appartenant aux États-Unis, ont déclaré au Financial Times des personnes ayant une connaissance directe de ces opérations.

Entre-temps, une nouvelle analyse montre que davantage de données circulent entre les États-Unis et la Chine qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire, même si la route entre les deux est souvent moins directe qu'auparavant. Plusieurs acteurs du secteur soulignent que les données peuvent toujours être interceptées, même si l'infrastructure sur laquelle elles transitent n'est pas construite par des entreprises chinoises.

## Une guerre froide sous la mer

Il existe plus de 500 câbles sous-marins actifs ou en projet, qui transportent 99 % des données intercontinentales et arrivent à environ 1 400 stations côtières dans le monde. TeleGeography, une société de conseil pour le secteur, estime que des transactions financières d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars transitent chaque jour par ces câbles.

La plupart du temps, ce sont des consortiums d'entreprises technologiques et de télécommunications qui construisent les câbles et revendent souvent la bande passante sur les lignes à fibres optiques à des clients du monde entier. Un courriel envoyé depuis Londres jusqu'à New York par l'un de ces câbles peut voyager en moins de 70 millisecondes (0,07 seconde). Les satellites, en revanche, ne sont en mesure de transporter que beaucoup moins de données et leur coût de lancement et d'exploitation est beaucoup plus élevé. Ils ne représentent qu'une infime partie du transport intercontinental de données et il continuera d'en être ainsi pendant des décennies.

Pendant des années, le secteur des câbles sous-marins a été dominé par les investissements d'opérateurs de télécommunications largement étatiques, mais au cours de la dernière décennie, les grands groupes technologiques ont pris leur place. Les géants américains, tels Google, Meta et Microsoft, ont investi environ 2 milliards de dol-

lars dans les câbles entre 2016 et 2022, ce qui représente 15 % du total mondial. Au cours des trois prochaines années, ils investiront 3,9 milliards de dollars supplémentaires, soit 35 % du total. Ils n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Ces grands groupes sont également de grands consommateurs de capacité du câble. Selon TeleGeography, ils utilisent les deux tiers de la bande passante.

## Câbles prêts à être mis en service jusqu'en 2025,

dont le fournisseur et la longueur sont connus. Alors qu'au cours de la dernière décennie, l'augmentation des investissements des entreprises technologiques américaines a remodelé le secteur, une histoire parallèle est en train d'émerger. En 2015, le gouvernement chinois annonçait une stratégie visant à investir dans les capacités de communication, de surveillance et de commerce électronique des pays en développement en échange d'une influence diplomatique. Les câbles Internet étaient essentiels à cette « Route de la soie numérique », qui s'inscrivait en parallèle de l'initiative « Nouvelles routes de la Soie » de Pékin, qui a injecté des centaines de milliards dans la construction de routes, de chemins de fer et de ports dans les pays en développement. À la même époque, le champion chinois des télécommunications Huawei réussissait à se tailler une place sur le marché des câbles sous-marins, par l'intermédiaire de sa coentreprise Huawei Marine, détenue à parts presque égales avec l'installateur de câbles sous-marins Global Marine, dont le siège se trouve au Royaume-Uni. Selon Mike Constable, qui a été directeur de la stratégie du plus grand fournisseur de câbles chinois jusqu'en mars de cette année et directeur général à l'époque où Huawei était copropriétaire de l'entreprise, Huawei Marine a réussi à s'emparer d'environ 15 % du marché mondial avant 2019, encouragé par l'ambition de Pékin. Mais c'était « avant que la géopolitique ne s'emballa », précise-t-il.

En 2019, l'administration Trump a imposé des sanctions à Huawei et le groupe de télécommunications s'est rapidement désengagé de la coentreprise de câbles sous-marins. Un fabricant régional de câbles chinois peu connu, Hengtong Group, a racheté Huawei Marine et l'a rebaptisé HMN Tech.

À l'heure actuelle, HMN Tech ne devrait mettre en service qu'un seul câble par an pour les années 2024 et 2025, chacun ne reliant que la Chine aux pays de l'Asie du Sud-Est.

En 2020, le gouvernement américain a également lancé l'initiative « Clean Network », qui vise à interdire la pose de nouveaux câbles reliant directement les États-Unis à la Chine ou à Hong Kong. Un des plus importants câbles construit par Meta et Google, qui devait relier les États-Unis à Hong Kong, a été bloqué par Washington alors que sa construction était déjà en cours. Le Pacific Light Cable Network, qui a été mis en service l'année dernière, s'arrête désormais aux Philippines et à Taiwan.

Entre-temps, pour HMN Tech, « les [invitations] à soumissionner ont commencé à se tarir », explique Constable.

A suivre

## AU LIBAN EN CRISE

## Le nouvel essor des métiers de l'artisanat

Dans un souk animé de la ville de Saïda, dans le sud du Liban, les clients affluent en grand nombre chez Ahmed al-Bizri, un cordonnier dont le métier connaît un regain inattendu en raison de l'effondrement économique prolongé qui frappe durement le pays.

"Notre métier a prospéré pendant la crise", explique à l'AFP M. al-Bizri, 48 ans, qui perpétue un savoir-faire transmis par son père. "Les gens préfèrent déboursier cinq, voire onze dollars, plutôt que d'acheter de nouvelles chaussures", ajoute-t-il.

Depuis 2019, le Liban est confronté à une crise économique classée par la Banque mondiale (BM) parmi les pires au monde.

La dépréciation ininterrompue de la monnaie locale, qui a perdu près de 98% de sa valeur par rapport au dollar sur le marché parallèle, a entraîné une inflation galopante et sapé le pouvoir d'achat d'une population déjà fragilisée.

Dans ce contexte, acheter de nouveaux vêtements est devenu un luxe pour de nombreux libanais. La majorité de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté défini par l'ONU et le taux de chômage avoisine les 30%. Un mal pour un bien toutefois pour M. al-Bizri et de nombreux autres artisans, dont les métiers ont été relancés par la demande croissante pour leurs services.

Devant la boutique du cordonnier, deux artisans s'affairent à répondre aux demandes des chalands qui se succèdent. Visiblement pressé, un homme attend que ses chaussures, dont les semelles en piteux état ont été recollées, sèchent avant de les enfiler et repartir à la hâte.

"Notre travail a augmenté de 60%" depuis le début de la crise", confie M. al-Bizri devant sa machine à coudre. "Toutes les catégories sociales viennent entretenir leurs chaussures. Même ceux qui avaient caché des paires il y a 20 ans les ressortent pour les faire réparer". Mais avec la dépréciation record de la monnaie locale, cette hausse de la demande ne se traduit pas nécessairement par une augmentation de ses revenus par rapport à la période précédant la crise.

Depuis sa modeste boutique qui ne dépasse guère les deux mètres carrés, le cordonnier Walid al-Souri, 58 ans, accueille ses clients à la porte.

Une femme apporte un sac à coudre tandis qu'un jeune homme descend de sa moto, tenant à la main une chaussure d'été pour femme dont la semelle nécessite d'être recollée.

"C'est vrai que notre travail a augmenté, mais la monnaie n'a aucune valeur", déclare à l'AFP M. al-Souri.

Cet homme qui subvient aux besoins d'une famille de trois personnes répare une vingtaine de chaussures par jour pour quelque onze dollars au total, à peine de quoi couvrir ses besoins essentiels.

Il raconte qu'il se retrouve parfois contraint de réparer des chaussures usées et manifestement inutilisables, à la demande insistante de leurs propriétaires qui ne peuvent se permettre d'en acquérir de nouvelles.

"Il n'y a aucun profit, car les prix des matières premières (...) sont élevés, nous les payons en dollars", lâche-t-il devant sa machine poussièreuse.

Depuis 2019, les revenus en livre libanaise se sont érodés, affectant sévèrement le pouvoir d'achat des habitants du pays où le taux d'inflation (171,2% en 2022) est parmi les plus élevés au monde, selon la BM.

Et le vide présidentiel depuis plus de huit mois --un obstacle à la mise en œuvre des réformes exigées par la communauté internationale pour aider le pays-- aggrave la situation.

## TRANSPARENCE FISCALE EN AFRIQUE

## De bons points pour la Tunisie

Selon le rapport « *Transparence fiscale en Afrique 2023 : Rapport de progrès de l'Initiative Afrique (TFeA)* », publié récemment par la Banque Africaine de Développement (BAD), des progrès significatifs ont été réalisés. De plus en plus de pays africains se joignent aux efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre l'évasion fiscale grâce à la transparence fiscale, estime la BAD.

**A**u fait, l'agenda de la transparence fiscale a considérablement progressé en

Afrique mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer la mise en œuvre effective des normes de transparence et d'échanges de renseignements et en tirer des avantages dans le cadre des efforts de mobilisation des ressources nationales des pays africains.

## Des avancées remarquables en 2022

Le rapport comprend plusieurs axes notamment le rôle essentiel de la transparence fiscale dans la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique, l'évolution de la transparence fiscale en Afrique en 2022, les progrès réalisés par les pays africains dans la mise en œuvre des normes de transparence fis-

cale, l'utilisation de la transparence fiscale pour mobiliser les ressources nationales ainsi que les perspectives. Les données révélées montrent que 37 pays africains dont la Tunisie sont membres de l'initiative Afrique créée en 2014 à l'issue du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. L'objectif étant de libérer le potentiel de la transparence fiscale et de l'échange de renseignements pour l'Afrique en veillant à ce que les pays africains soient équipés pour exploiter les améliorations de la transparence mondiale afin de mieux lutter contre l'évasion fiscale.

Le rapport de la BAD comprend des informations fournies par 38 pays africains, soit le nombre le plus élevé depuis la première édition du rapport en 2019. D'après ses auteurs, des avancées remar-

quables en 2022 ont été atteintes sur les deux axes stratégiques de l'Initiative Afrique, à savoir la sensibilisation et l'engagement politique en Afrique et le développement des capacités des pays africains en matière de transparence fiscale et d'échange de renseignements (ER).

## La Tunisie fait bonne figure

La Tunisie est parmi les 10 pays (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Maurice, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Maroc) dont la mise en œuvre de l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en Afrique est prévue en 2025. De plus, la Tunisie est conforme pour l'essentiel concernant la norme relative à l'échange de renseignements sur demande. A noter que le document de

la Banque Africaine de Développement est la cinquième édition de ce rapport annuel qui fait le point sur les progrès réalisés par les pays africains dans la lutte contre l'évasion fiscale et les autres flux financiers illicites (FFI) grâce au renforcement de la transparence fiscale et de l'échange de renseignements (ER).

Il s'agit d'une publication conjointe de la Commission de l'Union africaine, du Forum sur l'administration fiscale africaine et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Le document est le résultat de l'Initiative Afrique lancée il y a neuf ans par le Forum mondial, ses membres africains, ses partenaires et ses donateurs afin de libérer le potentiel de l'ER pour les pays africains.

## QATAR

## L'indice des prix à la consommation baisse de 0,10 % en juin dernier

**L'**indice des prix à la consommation au Qatar a baissé de 0,10 % au mois de juin comparé aux chiffres du mois de mai 2023, pour atteindre 105,71 points. En revanche, il a enregistré une augmentation de 2,49%, sur une base annuelle, par rapport à juin 2022.

Cet indice, servant à mesurer l'inflation, se compose de 12 principaux groupes de biens de consommation, parmi lesquels figurent 737 produits et services connexes. Les calculs ont été effectués sur la base de l'année 2018, conformément aux résultats obtenus à partir des données de l'enquête 2017-2018 relative aux revenus et dépenses des familles.

Selon un communiqué de presse de l'Autorité de la Planification et des Statistiques, l'augmentation annuelle de l'indice est due à des hausses de prix touchant neuf groupes.

En tête, figure le groupe du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles avec un taux de 5,88%, suivi du groupe des loisirs et de la culture avec un taux de 5,58%.

En troisième position, se trouve le groupe de l'éducation avec un taux de 4,06%, puis celui des meubles et appareils électroménagers avec un taux de 2,30%, et ensuite celui de l'habillement et de la chaussure avec un taux de 2,06%.

Le groupe des transports arrive en sixième position avec un taux de 1,72%, devant le groupe de la santé avec un taux de 1,41%, puis le groupe des restaurants et hôtels avec un taux de 0,45% et enfin celui des autres biens et services avec un taux de 0,14%.

En revanche, le groupe des communications a enregistré une baisse de 4,04% et celui des aliments et boissons une chute de

0,01%. Pour ce qui est du groupe des produits du tabac, aucun changement n'a été enregistré.

Les données relatives à l'évolution mensuelle de l'indice par rapport au mois précédent, à savoir le mois de mai 2023, révèlent une diminution au niveau de quatre groupes.

D'autre part, une hausse s'est produite au sein de 4 groupes. Cependant, aucune variation n'a été observée en ce qui concerne les groupes du tabac, de la santé, de la communication et de l'éducation.

En procédant au calcul de l'indice des prix à la consommation pour le mois de juin 2023, celui-ci a atteint 107,94 points, enregistrant une augmentation de 0,06 % par rapport au mois de mai 2023 et une augmentation de 1,70 % par rapport au même mois de l'année 2022.

## ÉGYPTE

## Le gouvernement dévoile la première plateforme pétrolière produite localement

**A**vec les importantes ressources pétrogazières dont dispose l'Égypte, Le Caire œuvre activement à renforcer l'autonomie opérationnelle de son industrie des hydrocarbures afin d'en maximiser les retombées.

Tarek El-Molla, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales a rendu publique, mercredi 12 juillet, la première plateforme pétrolière fabriquée localement, par l'Egyptian Petroleum HH Rig Manufacturing SAE Co., une joint-venture regroupant le groupe chinois Honghua Group Ltd et de l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC).

L'infrastructure est typiquement une foreuse pétrolière d'une capacité mécanique de 2 000 chevaux. L'engin est conçu pour réaliser des activités de forage à terre exclusivement. L'ouvrage permettra ainsi l'exécution « des programmes de creusement et d'excavation dans les

zones terrestres ». D'après le ministre, l'infrastructure est « un modèle de coopération économique fructueuse entre l'Égypte et la Chine ». C'est également un exemple réussi de transfert technologique entre les deux pays. La concrétisation de ce projet entièrement financé par l'Egyptian Petroleum HH Rig a eu, par ailleurs, d'autres retombées plus pratiques. Zhu Hua, vice-président exécutif de Honghua Group Ltd, souligne notamment la contribution de l'initiative à la formation de pépites techniques locales.

Le responsable pense que celle-ci devrait aider l'Égypte à acquérir davantage d'autonomie en ce qui concerne la mise en œuvre efficace et efficiente de projets d'exploitation minière en limitant au passage la pénurie de matériels pétroliers et gaziers essentiellement importés de l'extérieur.

AVEC UN INTÉRÊT POUR L'ÉNERGIE

## La DFC américaine promet plus d'investissements au Niger

US-DFC, un acteur qui compte sur le terrain du capital-investissement en Afrique, a indiqué sa disponibilité à renforcer sa présence au Niger et dans le Sahel, en général. Le domaine des énergies durables pourrait intéresser l'institution.

Lors d'une rencontre entre Scott Nathan, le directeur général de l'US DFC (U.S. International Development Finance Corporation), et Mohamed Bazoum, le président du Niger, il a été annoncé que l'institution américaine était prête à augmenter ses investissements dans le pays sahélien, avec un intérêt pour la sécurité énergétique. Cette annonce a été faite en marge du 15e forum des affaires Afrique-États-Unis qui se déroule actuellement à Gaborone, au Botswana. La DFC est une institution publique américaine chargée du financement du secteur privé dans les pays en développement. Lors de la rencontre entre Scott Nathan et Mohamed Bazoum, aucun détail supplémentaire n'a été donné concernant les échanges entre l'administration américaine et celle du

Niger. Cependant, il est important de noter que la question de l'énergie a été abordée par le président nigérien lors de ses interventions. Mohamed Bazoum a expliqué lors d'un panel que la stratégie de son pays visait à exploiter le secteur pétrolier afin de générer des revenus supplémentaires et de créer un environnement économique favorable à l'investissement dans les énergies renouvelables. Le Niger souhaite s'appuyer sur l'engagement de la DFC en tant qu'investisseur responsable pour développer ce secteur. La DFC pourrait particulièrement s'intéresser au secteur gazier naissant au Niger. En effet, l'organisation a déjà démontré son engagement dans ce type de projet, notamment au Mozambique, où elle a accordé une garantie de 1,5 milliard de dollars pour un projet en développement. Le président nigérien a égale-

ment évoqué la possibilité de solliciter des accompagnements pour développer ce secteur au Niger. Cependant, Le Niger fait partie de cette zone géographique, caractérisée par une instabilité sécuritaire et des activités de groupes qualifiés de terroristes par le gouvernement américain. Les risques liés à la sécurité pourraient être considérés comme trop élevés par l'institution américaine de financement du développement. La DFC se félicite de son engagement sur le continent africain et revendique des engagements d'une valeur de 11 milliards de dollars. Selon des données disponibles sur la plateforme EcofinPro, l'institution a annoncé 57 projets d'investissements (hors garanties) en faveur du continent entre 2017 et fin mars 2023. En plus de sa rencontre avec le président du Niger, Scott

Nathan a également eu l'occasion de rencontrer d'autres leaders africains, tels que le président du Mozambique et le Premier ministre du Lesotho. Lors de ces rencontres, le directeur exécutif de la DFC a partagé le même message : augmenter les engagements de son organisation en Afrique. L'annonce de l'accroissement des investissements de l'US DFC au Niger témoigne de l'intérêt croissant de l'institution américaine pour le secteur énergétique dans ce pays sahélien. Il se positionne en tant qu'investisseur responsable et pourrait ainsi jouer un rôle clé dans le développement du secteur gazier nigérien et des énergies renouvelables. Reste à voir comment les défis liés à la sécurité dans la région du Sahel pourraient également influencer les décisions d'investissement de la DFC.

AFRIQUE

## Les projets de raffinage pétrolier ont de moins en moins de chances d'aboutir

Alors que le continent ne cesse de réclamer son droit de poursuivre l'exploitation de ses importantes ressources énergétiques fossiles pendant quelques décennies supplémentaires au nom de la justice climatique, l'industrie africaine du raffinage ressent déjà les dommages collatéraux de la transition énergétique en cours à l'échelle mondiale. L'industrie du raffinage pétrolier en Afrique a du mal à attirer les investissements nécessaires pour répondre à la hausse de la demande de carburant sur le continent, en raison notamment de l'accélération de la transition énergétique, des surcapacités structurelles à l'échelle mondiale et de l'érosion de marges bénéficiaires des raffineries, selon un rapport publié le 8 juin par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « La difficile équation de l'industrie africaine du raffinage pétrolier », le rapport indique qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, les plus grandes capacités de raffinage de pétrole en Afrique sont détenues par de grands producteurs d'or noir. Avec 833 000 barils par jour, l'Égypte disposait de la plus grande capacité de raffinage sur le continent en 2021 devant l'Algérie (677 000), la Libye (634 000), l'Afrique du Sud (520 000) et le Nigeria (486 000). En 2020, le volume de produits pétroliers raffinés générés par l'ensemble des pays africains s'est établi à 1,8 million de barils par jour. Cela représente 2,4% du volume produit à l'échelle mondiale durant la même année. Entre 2009 et 2019, le volume de production des produits pétroliers a ainsi chuté de

1,2% sous l'effet du vieillissement des infrastructures existantes du manque d'investissement dans ce segment. L'Afrique compte pourtant pour 4% de la demande mondiale de ces produits pétroliers finis. En 2021, le continent a même enregistré la plus forte croissance de la demande de ces produits pétroliers à l'échelle planétaire (+7,8%), avec des pics allant à +9,5% en Égypte et à +8,6% en Afrique du Sud. Le Nigeria est le premier consommateur africain de produits pétroliers raffinés avec 173 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep) devant l'Afrique du Sud (137 millions), l'Égypte (101 millions) et l'Algérie (61 millions). Un débat vif Le rapport élaboré par notre confrère Olivier de Souza souligne que la majorité des raffineries en activité sur le continent fonctionnent en deçà de leurs capacités réelles, en raison notamment de problèmes de vétusté, du manque de maintenance et des investissements limités. Au regard de ces facteurs opérationnels, l'Afrique exporte une bonne partie de sa production de pétrole brut vers les pays du Moyen-Orient et d'Europe. Dans ces régions, les frais d'exploitation des industries du raffinage sont plus abordables que ceux pratiqués dans les raffineries africaines. Dans ces conditions, les gouvernements africains privilégient les importations et les subventions aux carburants pour répondre à la demande croissante des produits pétroliers raffinés bien que la production africaine de brut soit plus que suffisante pour satisfaire la demande en produits pétroliers finis.

TANZANIE

## Un nouveau directeur financier conduira l'introduction en bourse de Lifezone Metals

En Tanzanie, Lifezone Metals pilote le projet Kabanga qui sera bientôt à l'origine de la première usine de nickel de qualité batterie du pays. Pour entrer à la bourse de New York, la compagnie a conclu en décembre 2022 un accord de fusion avec le véhicule d'investissements GoGreen Investments. La compagnie minière Lifezone Metals active sur le projet de nickel Kabanga en Tanzanie, a un nouveau directeur financier (CFO) en la personne d'Ingo Hofmaier. Auparavant PDG de la junior minière namibienne Omico Mining, ce professionnel de la finance avec plus de 20 ans d'expérience devrait jouer un « rôle clé dans la transition de Lifezone Metals vers une société cotée à la bourse de New York », pré-

cise un communiqué de l'entreprise daté du 14 juin. Le nouveau dirigeant prendra officiellement ses fonctions le 3 juillet prochain et s'occupera notamment de l'exécution de la stratégie financière et commerciale de Lifezone Metals. La compagnie va en effet bientôt fusionner avec la SPAC GoGreen Investments en vue de créer une entreprise valorisée à environ 1 milliard de dollars avec 361 millions de dollars de trésorerie qui exploitera le nickel et d'autres métaux nécessaires à la transition énergétique. « L'association de GoGreen et de Lifezone Metals combine les bons moteurs de valeur : Kabanga est un actif exceptionnel avec des teneurs élevées en nickel et des

crédits de sous-produits de cuivre et de cobalt, la base de toute activité rentable dans le secteur des matières premières », souligne Ingo Hofmaier. Notons que Kabanga sera à l'origine de la première usine de production de nickel de qualité batterie en Tanzanie, un projet qui sera développé par Lifezone avec le soutien du gouvernement local. Les premières tonnes du produit arriveront sur le marché international dès 2026, selon les propos tenus par la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, au cours de sa visite dans le pays en mars dernier.

CAMEROUN

## Un prêt de 63 millions € de la BAD pour développer l'entrepreneuriat et les compétences dans l'industrie

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a donné son feu vert, vendredi 14 juillet 2023, à Abidjan, à l'octroi d'un prêt de 63,09 millions d'euros au Cameroun, pour financer son projet d'appui à la Promotion de l'entrepreneuriat et à l'amélioration des compétences en soutien à l'industrialisation (PEAC). Des partenaires multinationaux, le secteur privé et l'État camerounais apporteront environ 2 millions d'euros pour couvrir le reste du financement du projet d'un coût total de 64,93 millions d'euros. Au Cameroun, le déficit en ressources humaines qualifiées compromet le processus d'industrialisation et le développement des secteurs porteurs de l'économie. Le projet entend engager le secteur privé camerounais aux côtés de l'État, dans des actions structurantes : bâtir des infrastructures modernes de formation technique et professionnelle, renforcer les capacités des acteurs et du système éducatif et, promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes à travers un accompagnement technique et financier. Il s'agira aussi de lever les contraintes qui pèsent sur l'emploi en misant sur l'employabilité et la promotion de l'entrepreneuriat. Le secteur privé sera un acteur privilégié dans la mise en œuvre du projet. Son implication multiforme et innovante se fera essentiellement à travers trois leviers : la gestion déléguée de centres de formation professionnelle ; la mise en place du Fonds de développement de la formation professionnelle pour dynamiser l'offre de formation du secteur privé et le financement des initiatives privées soutenues à travers le Mécanisme d'appui au développement des projets des jeunes d'une part, et le développement du tissu des incubateurs intervenant dans les secteurs prometteurs, d'autre part. Le projet couvrira cinq régions du Cameroun : le Centre, le Littoral, le Sud, le Sud-Ouest et l'Extrême Nord. L'objectif est de développer les compétences nécessaires aux besoins de l'économie camerounaise et de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les secteurs porteurs du BTP, des transports, de l'énergie, de l'agro-industrie, des métiers verts et des TIC, notamment. Il vise à renforcer la capacité du système national de formation professionnelle, à travers des appuis matériels et d'ingénierie de formation et à rendre effective l'implication accrue du secteur privé dans la gestion des centres de formation bénéficiaires du projet. Cela conduira à une meilleure qualité des apprentissages adaptés au marché de l'emploi. Il permettra de promouvoir l'auto-emploi des jeunes et l'insertion professionnelle, en particulier dans les secteurs porteurs ciblés ; et de renforcer les capacités institutionnelles des acteurs techniques et professionnels. Deux des cinq régions de la zone d'invention du projet sont des régions particulièrement affectées par des conflits. Il s'agit du Sud-Ouest (touchée par la crise anglophone) et l'Extrême Nord (objet d'attaques terroristes de Boko Haram). Ce qui va permettre d'améliorer l'accès des jeunes et femmes à l'emploi et à des activités mieux rémunérées. De quoi réduire l'attractivité qui pourraient exercer des mouvements terroristes et consolider la paix, améliorant de fait les conditions de vie et la croissance économique au Cameroun. Concrètement, le projet va directement renforcer 12 centres de formations et 9 structures d'appui à l'entrepreneuriat (incubateurs), publics et privés. À titre pilote, environ 6 000 élèves du secondaire, dans l'enseignement général, technique et supérieur, seront sensibilisés à l'entrepreneuriat. Un volet spécifique d'appui à 400 femmes et jeunes plus vulnérables sera mis en œuvre, avec le concours de partenaires et institutions dédiées pour leur élargir l'accès aux métiers de la transformation agricole. Le projet pourra bénéficier en sus à 7 350 jeunes et/ou femmes en apprentissage grâce à l'amélioration des cursus de formation pour répondre aux besoins du marché de l'emploi et à 1 225 jeunes entrepreneurs ou porteurs de projets des cinq régions du pays, qui pourront suivre un parcours d'incubation jusqu'au démarrage de leur activité. Le projet aura également un impact significatif sur le développement économique, social et la création d'emplois au Cameroun. Il pourra aider à créer 28 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2050 (soit 1 120 en moyenne par an entre 2027 et 2050).

## JAPON

## Une politique monétaire en sursis

Malgré une inflation élevée, les taux d'intérêt sur le yen restent à un niveau très bas. Cette situation ne paraît pas tenable longtemps. L'exception japonaise touche-t-elle à sa fin ? Dans un environnement international marqué depuis l'année dernière par des politiques monétaires restrictives, l'Archipel a maintenu jusqu'ici des taux d'intérêt très bas, en dépit d'une inflation au plus haut depuis plus de trente ans.

Celle-ci a légèrement reflué le mois dernier, du fait de la baisse des prix de l'énergie, de 3,2% à 3,1% en glissement annuel. Tandis que l'inflation sous-jacente – dont sont exclus les prix des produits alimentaires et de l'énergie – est passée de 3,9% à 3,8%.

Or, ce niveau reste très supérieur à l'objectif de la Banque du Japon (2%), qui prévoit néanmoins une décélération rapide des prix au cours du second semestre (Le Revenu n°1726). Mais beaucoup d'experts ne voient pas les choses du même œil :

«L'inflation au Japon poursuit sa progression en se diffusant à l'ensemble des postes de l'indice des prix à la consommation», commente Guillaume Derrien, économiste à la banque BNP Paribas. D'autant que l'économie nipponne a rebondi depuis le début de l'année, après un second semestre 2022 décevant. Le PIB a progressé de 0,7% au 1er trimestre (+2,7% en rythme annualisé), tiré aussi bien par la consommation des ménages que par l'investissement des entreprises, sans compter le retour des touristes étrangers.

## EUR/USD

## L'inflation ralentit, le billet vert dans le rouge

Si elle a favorisé les marchés d'actions, et tout particulièrement le pan technologique de la cote américaine, la détente très nette sur les marchés des obligations souveraines fédérales a provoqué une baisse très sensible du Dollar, la paire Euro / Dollar retrouvant des niveaux qui n'avaient plus été d'actualité depuis le mois de février 2022.

Pour rappel, les IPC américains de juin ont montré cette semaine, pour le plus grand soulagement des opérateurs, un refroidissement modéré mais sensible de la dynamique des prix, qu'ils peuvent croiser avec les conclusions du dernier rapport sur l'emploi, montrant également une baisse, certes lente, de la température. Dans le détail, les prix, alimentation et énergie incluses, ont augmenté en juin en rythme annualisé de 3,0% là où le consensus, déjà optimiste, laissait augurer une progression

de 3,1%. Hors alimentation et énergie, éléments jugés volatils, la hausse mensuelle des prix est de 0,2%, également sous le consensus. Les IPP publiés hier (indices des prix à la production) ont corroboré cette tendance à un refroidissement de la machine économique. La Fed est elle en passe de gagner son pari ? Elle arrive en tous cas à des résultats tangibles, son défi restant énorme: ramener la trajectoire des prix à +2% sans atterrissage brutal de l'activité. Dans tous les cas, le cap d'une politique monétaire ferme sera tenue dans les prochains mois et il n'est pas question de parler de pivot. Le scénario d'une hausse de 25 points de base des Fed Funds à la fin du mois est quasiment acté. "Pour l'instant, la Fed évalue l'effet à retardement des augmentations des taux directeurs, tout en surveillant de près les données et l'évolution des turbulences bancaires", s'accordent à dire trois gé-

rants de Jupiter AM dans une note de marché. "Car le chemin qui mène à une éventuelle baisse des taux n'est pas forcément linéaire. Le scénario "Boucles d'or" d'une croissance plus lente contenant l'inflation et entraînant à son tour des baisses de taux cette année semble avoir été repoussé beaucoup plus loin que prévu au début de l'année. Tant que l'inflation ne sera pas retombée à des niveaux acceptables, les taux d'intérêt resteront élevés, ce qui signifie que le positionnement restera sur le fil du rasoir". Dans l'immédiat la monnaie unique est également soutenue par une réduction du déficit mensuelle de la balance commerciale, quasiment à l'équilibre en Zone Euro, battant les attentes. On suivra par ailleurs à 16h00 la publication de l'indice de confiance des consommateurs américain au sens de l'Université du Michigan, attendu en hausse à 65,5 en données préliminaires.

## MALGRÉ UNE SÉANCE SANS RELIEF

## Le CAC 40 progresse de 3,7% sur la semaine

La Bourse de Paris a vu ses gains s'effriter en fin de séance. Le CAC 40 termine en hausse symbolique de 0,06% vendredi soir. Mais en rythme hebdomadaire, les gains de l'indice vedette parisien sont beaucoup plus marqués (+3,7%).

Sur le fil. En hausse de 0,3% à l'heure du déjeuner, le CAC 40 n'a pas offert aux investisseurs, majoritairement absents en ce jour férié du 14 juillet, un feu d'artifice. L'indice vedette parisien termine finalement autour de l'équilibre (+0,06%). Le franchissement du seuil des 7400 points n'était pas donc à la portée de l'indice parisien, qui finit sa course à 7374,54 points, vendredi soir.

Peu importe, la progression du jour permet au CAC 40 d'afficher des gains de 3,69% à l'issue d'une semaine parfaite. D'ailleurs, il a réalisé ses meilleurs gains hebdomadaires depuis la fin mars (+4,38%).

Après une semaine précédente exécrable, l'indice parisien a été porté ce mardi par l'annonce de potentielles nouvelles mesures de relance en Chine. Puis, ce sont des signaux favorables sur l'orientation des prix aux Etats-Unis qui ont pris le relais de la hausse mercredi et jeudi.

"Le moins qu'on puisse dire, c'est que le marché a été de bonne humeur cette semaine, grâce aux données d'inflation satisfaisantes, à une baisse des taux du marché et à un élargissement de l'intérêt des investisseurs pour d'autres actions" que les grands noms de la technologie, a résumé

Art Hogan de Briefing.com, cité par l'AFP. Si à Paris l'actualité est peu fournie en ce jour férié en France, aux Etats-Unis en revanche, la saison des résultats commence bien, notamment du côté des banques. JPMorgan, Wells Fargo et Citigroup ont publiés des comptes trimestriels supérieurs aux attentes. L'assureur UnitedHealth a également donné entière satisfaction.

L'indice de confiance des consommateurs américains pour le mois de juillet était aussi à l'agenda du jour. Et celui-ci est ressorti supérieur aux attentes, à 72,6 ce mois-ci après 64,4 en juin. Le moral des ménages américains est donc au beau fixe depuis près de deux ans. Mais une composante est à surveiller, celle des anticipations d'inflation à 1 an qui a progressé à 3,4% alors que le marché anticipait 3,1% et après 3,3% en juin. Or, la Réserve fédérale américaine surveille de près cette composante, ce qui a d'ailleurs failli mettre en péril la semaine parfaite à la Bourse de Paris. Tout comme le net repli de TotalEnergies qui a cédé 2,6% vendredi soir, avec le repli des cours du baril.

## Vallourec et le luxe recherchés

Parmi les rares actualités du jour à Paris, on peut toutefois citer Vallourec qui limite

ses gains à 1,85%, en raison du coup de pompe des cours de l'or noir. Au chapitre des bonnes nouvelles, le groupe de tubes d'acier sans soudure a annoncé jeudi soir anticiper des résultats du deuxième trimestre 2023 "susceptibles d'être supérieurs à ses attentes".

Les valeurs du luxe étaient aussi bien disposées à progresser, alors que Burberry a publié des ventes en forte hausse au premier trimestre notamment portées par la Chine. En tête du CAC 40, LVMH et Hermès en ont profité pour gagner respectivement 1,7% et 1,6%.

Air France-KLM a perdu 1,8% alors que la fonds américain Apollo va injecter 500 millions d'euros dans la filiale de composants d'ingénierie et de maintenance de la compagnie aérienne franco-néerlandaise. Sur les autres marchés, l'euro progresse de 0,1% au dollar à 1,1238 dollar, en raison des anticipations des marchés sur une politique moins stricte aux Etats-Unis. Les contrats pétroliers, eux, sont repartis à la baisse, sous les craintes sur la demande en or noir. Le contrat de septembre sur le Brent de mer du Nord cède 1,3% à 80,33 dollars le baril tandis que celui d'août sur le WTI coté à New York plie de 1,4% à 75,84 dollars le baril.

## USA

## Wall Street termine en ordre dispersé, les banques à la baisse

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, les secteurs bancaires et financiers étant majoritairement en baisse après la publication de résultats des banques américaines qui ont ouvert le bal des résultats trimestriels.

L'indice Dow Jones a gagné 0,33%, ou 113,89 points, à 34 509,03 points.

Le S&P-500, plus large, a perdu 4,62 points, soit 0,10%, à 4.505,42 points.

Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 24,87 points (-

0,18%) à 14 113,70 points. Le S&P 500 a terminé en légère baisse vendredi, enregistrant toutefois de solides gains hebdomadaires.

La séance a été marquée par le début de la saison des résultats d'entreprises, avec notamment les communiqués de grandes banques américaines comme JP Morgan Chase et Wells Fargo. Les deux banques ont fini stables après avoir fait état de bénéfice trimestriels en hausse, précisant toutefois avoir fait des provisions pour faire face à d'éventuelles

pertes liées des prêts immobiliers commerciaux.

UnitedHealth a bondi après avoir publié un bénéfice trimestriel au-dessus des attentes du marché, grâce à des dépenses plus faibles qu'anticipé. "Nous avons beaucoup progressé depuis le début de l'année, et c'était en prévision de bénéfices meilleurs que prévu", a déclaré Oliver Pursche, vice-président de Wealthspire Advisors.

"Ce que nous observons aujourd'hui et qui devrait continuer jusqu'à la fin de l'été, c'est

un peu de fatigue et un manque de conviction concernant l'idée que les actions peuvent augmenter de manière significative".

Le compartiment de la santé a terminé en tête des principaux secteurs du S&P500.

Citigroup baissait après avoir fait état d'un bénéfice en recul de 36% sur le trimestre.

Le gestionnaire de fonds BlackRock a lui aussi reculé après une baisse de son chiffre d'affaires trimestriel.

Cours du : 13 Juillet 2023  
Valeur : 17 Juillet 2023

| BASE | DEVISES                 | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD US DOLLAR           | 134.7074    | 134.7224    |
| 1    | EUR EURO                | 149.8620    | 149.9326    |
| 1    | GBP POUND STERLING      | 175.2861    | 175.3513    |
| 100  | JPY JAPANESE YEN        | 97.2827     | 97.3146     |
| 1    | CNY CHINESE YUAN        | 18.7913     | 18.7945     |
| 1    | CHF SWISS FRANC         | 155.6951    | 155.7845    |
| 1    | CAD CANADIAN DOLLAR     | 102.3535    | 102.3960    |
| 1    | DKK DANISH KRONE        | 20.1359     | 20.1412     |
| 1    | SEK SWEDISH KRONA       | 12.9850     | 12.9902     |
| 1    | NOK NORWEGIAN KRONE     | 13.3457     | 13.3511     |
| 1    | AED UAE DIRHAM          | 36.6740     | 36.6801     |
| 1    | SAR SAUDI RIYAL         | 35.9047     | 35.9126     |
| 1    | KWD KUWAITI DINAR       | 439.3588    | 439.9817    |
| 1    | TND TUNISIAN DINAR      | 43.6496     | 44.0883     |
| 1    | MAD MOROCCAN DIRHAM     | 13.7780     | 13.7795     |
| 1    | LYD LIBYAN DINAR        | 28.1567     | 28.3012     |
| 1    | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.8064      | 3.8068      |
| 1    | SDR SPEC. DRA. RIGHTS   | 181.0265    | 181.0265    |

AUGMENTATION DE LA PART D'IMPÔT DES ENTREPRISES DANS LES PAYS OU ELLES RÉALISENT DES "BÉNÉFICES EXCÉDENTAIRES"

## L'Inde va faire pression sur le G20

*L'Inde fera pression sur ses partenaires du Groupe des 20 lors d'une réunion qu'elle organise pour qu'ils soutiennent sa proposition d'augmenter la part des impôts que les entreprises multinationales paient aux pays où elles réalisent des "bénéfices excédentaires", ont déclaré des représentants du gouvernement.*

La proposition de l'Inde, qui n'a pas été signalée précédemment, pourrait tempérer l'optimisme des membres du G20, tels que l'Australie et le Japon, qui espèrent que la réunion des ministres des finances et des banquiers centraux au Gujarat permettra d'avancer sur une refonte longtemps attendue de la fiscalité mondiale des entreprises.

Plus de 140 pays étaient censés commencer à mettre en œuvre l'année prochaine un accord de 2021 révisant des règles vieilles de plusieurs décennies sur la manière dont les gouvernements imposent les multinationales. Les règles actuelles sont largement considérées comme dépassées, car des géants du numérique comme Apple ou Amazon peuvent enregistrer des bénéfices dans des pays à faible taux d'imposition. L'accord, poussé par les États-Unis, prévoit un impôt minimum de 15 % sur les grandes entreprises mondiales, ainsi qu'un impôt supplémentaire de 25 % sur les "bénéfices excédentaires", selon la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Mais plusieurs pays s'inquiètent du traité multilatéral qui sous-tend un élément majeur du plan, et certains analystes estiment que le remaniement

risque d'échouer.

"L'Inde a fait des suggestions pour obtenir sa part de droits d'imposition sur les bénéfices excédentaires des entreprises multinationales", a déclaré un fonctionnaire. Ces suggestions ont été présentées à l'OCDE et feront l'objet de discussions approfondies lors de la réunion du G20 qui se tiendra lundi et mardi.

Trois fonctionnaires, qui ont demandé à ne pas être nommés car les discussions avec l'OCDE sont en cours et la réunion du G20 n'a pas commencé, ont déclaré que l'Inde souhaitait une augmentation significative des impôts payés dans les pays où les entreprises exercent leurs activités. Ils n'ont pas précisé le montant demandé par l'Inde.

Les ministères indiens des finances et des affaires étrangères, ainsi que l'OCDE, n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

En vertu de l'accord, les entreprises mondiales dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 20 milliards d'euros (22 milliards de dollars) sont considérées comme réalisant des bénéfices excédentaires si leur croissance annuelle est supérieure à 10 %. La surtaxe de 25 % sur ces bénéfices excédentaires doit être répartie entre les pays.

L'Inde, qui se bat pour obtenir une plus

grande part d'impôts sur les marchés où les entreprises exercent leurs activités, est le pays le plus peuplé du monde et est en passe de devenir l'un des plus grands marchés de consommation. Le revenu moyen des Indiens devrait être multiplié par plus de 13 pour atteindre 27 000 dollars d'ici à la fin de 2047, selon une étude réalisée par le People's Research on India's Consumer Economy (Recherche populaire sur l'économie de la consommation en Inde). Le pays hôte du G20 proposera également de dissocier la retenue à la source du principe de l'impôt sur les bénéfices excédentaires. Les règles actuelles prévoient que les pays compensent leur part d'impôt par la retenue à la source qu'ils perçoivent.

La retenue à la source est collectée par les entreprises lors des paiements aux fournisseurs et aux employés, et reversée aux autorités fiscales.

Dans un document publié mercredi, l'OCDE indique que quelques juridictions ont exprimé des inquiétudes quant à la répartition des droits d'imposition entre les pays.

"Des efforts pour résoudre ces questions sont en cours en vue de préparer la Convention multilatérale pour une signature rapide", a déclaré l'OCDE.

## CHINE

### Une croissance en trompe-l'oeil attendue au 2e trimestre

La Chine devrait annoncer lundi un rebond de sa croissance au deuxième trimestre, un chiffre en trompe-l'oeil prévient des analystes, en raison d'une faible base de comparaison avec l'an dernier quand le Covid pénalisait l'activité. Il y a un an, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine signait l'une de ses pires performances trimestrielles (+0,4% sur un an), plombé par des restrictions sanitaires draconiennes qui entraînaient confinements et fermetures d'usine à répétition. La levée de ces mesures fin 2022 a permis à l'économie de redémarrer au premier trimestre (+4,5%). Mais cette reprise, qui tarde toujours à se concrétiser dans certains secteurs, tend à s'esouffler.

Sur la période avril-juin, un groupe de 13 experts interrogés par l'AFP table en moyenne sur une hausse de 7,1% sur un an du PIB de la deuxième économie mondiale.

Un rythme de croissance "artificiellement élevé", estime l'économiste Gene Ma, de l'Institut de la finance internationale (IIF), une association qui réunit grandes banques et institutions finan-

cières mondiales.

Car la comparaison se fait toujours sur la même période un an plus tôt: le deuxième trimestre 2022 avait été plombé par le confinement de la capitale économique Shanghai.

Le chiffre de la croissance d'un trimestre sur l'autre, également attendu lundi, devrait donner une grille de lecture plus réaliste.

#### Frein sur les dépenses

Si la levée des restrictions sanitaires s'est accompagnée d'un retour des Chinois dans les magasins, restaurants et lieux touristiques, ils sont désormais "effrayés à l'idée de trop ouvrir leur portefeuille", remarque Stewart Paterson, chercheur pour la Fondation Hinrich, un organisme indépendant qui suit l'économie. La faute à la morosité du marché de l'emploi et à des inquiétudes quant à l'avenir. En mai, un jeune Chinois sur cinq était au chômage et un nouveau record pourrait être battu lundi lors de l'annonce des chiffres officiels du mois de juin.

Faute de demande, les entreprises hésitent à embaucher et "attendent de voir", ce qui maintient l'activité à un faible niveau, résume l'économiste

Harry Murphy Cruise, de l'agence de notation Moody's. Ce phénomène fait planer le spectre d'une déflation, c'est-à-dire d'un recul des prix, qui serait préjudiciable pour l'économie.

En juin, l'inflation était nulle, tandis que les prix à la production ont continué de plonger, reflet d'une demande atone.

La croissance chinoise est également grippée par une crise de l'immobilier, qui pénalise un secteur longtemps moteur de l'économie.

Nombre de promoteurs luttent aujourd'hui pour leur survie, alimentant une crise de confiance avec des acheteurs potentiels et qui plombe les prix.

#### Chiffre politique

Moins d'achats de logements entraîne logiquement moins de dépenses pour les équiper et un renforcement de l'épargne des ménages, ce qui nuit à l'activité, souligne Teeuwe Mevissen, analyste chez RaboBank.

Les tensions géopolitiques avec les États-Unis, la menace de récession dans les principales économies et l'inflation au niveau mondial vont également peser ces prochains mois sur les exportations,

préviennent des analystes.

Ce secteur est historiquement un levier de croissance crucial pour le pays, longtemps qualifié à ce titre d'"atelier du monde".

En juin, les exportations ont connu leur plus fort repli depuis trois ans (-12,4% sur un an), selon les chiffres des Douanes.

En dépit des pressions sur l'économie, le gouvernement a fixé à "environ 5%" l'objectif de croissance du géant asiatique pour cette année.

Ce chiffre, éminemment politique et sujet à caution, n'en reste pas moins toujours scruté de près compte tenu du poids du pays dans l'économie mondiale.

Les experts interrogés par l'AFP tablent cette année sur une croissance en Chine de 5,3%, une estimation proche de celle du Fonds monétaire international (5,2%), qui comptait au printemps sur la reprise chinoise pour donner un coup d'accélérateur à l'économie mondiale.

L'an dernier, la croissance chinoise avait atteint 3%, loin de l'objectif officiel de 5,5% et l'un des rythmes les plus faibles en quatre décennies.

## CÉRÉALES UKRAINIENNES

### Accord non trouvé avec la Russie et risque d'envolée des prix

Ce week-end, les discussions autour de l'accord sur les céréales ukrainiennes semblent être au point mort avec la Russie. Vladimir Poutine estime que le principal objectif n'a pas été atteint. L'accord se termine le 17 juillet prochain. S'il n'est pas reconduit, une envolée des prix des denrées alimentaires est à prévoir.

Ce samedi, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que le principal objectif de l'accord sur les céréales ukrainiennes n'avait pas été atteint, lors d'un appel téléphonique avec son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa. Pour rappel, cet accord a permis, sur l'année écoulée, de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens en dépit du conflit. Sauf qu'après deux renouvellements, l'accord qui expire le 17 juillet prochain se trouve dans une impasse.

Le président russe a notamment déclaré « souligné que les obligations fixées dans le memorandum Russie-ONU sur la levée des obstacles pour l'exportation des produits alimentaires et engrais russes ne sont toujours pas remplies », a indiqué le Kremlin dans un communiqué rapportant cette conversation entre MM. Poutine et Ramaphosa et que « le principal objectif de l'accord, la livraison de céréales aux pays dans le besoin, notamment sur le continent africain, n'est pas réalisé ».

La vieille, pourtant, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait assuré que Vladimir Poutine était d'accord pour prolonger cet accord.

Mais, de son côté, le Kremlin a nié tout accord passé avec Erdogan, estimant qu'aucune des demandes russes n'a été prise en compte lors des négociations en vue de prolonger l'accord. Les dirigeants sud africain et russe ont également évoqué ensemble les préparatifs du sommet des Brics en Afrique du Sud fin août ainsi que ceux du sommet Russie-Afrique, prévu fin juillet à Saint-Petersbourg. Les dirigeants ont évoqué l'initiative pour une paix en Ukraine promue par plusieurs dirigeants africains.

La production de l'Ukraine est jugée essentielle pour empêcher une envolée des prix des denrées sur le marché mondial, qui risquerait de déclencher une crise alimentaire dans les pays les plus vulnérables. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a, de son côté, assuré vouloir convaincre le président russe qui se plaint de ne pas pouvoir livrer ses propres produits notamment des engrais au Brésil. Il a dit souhaiter lever les obstacles à ces exportations russes, également prévues en juillet 2022 par un accord parallèle, en « éliminant les entraves aux transactions financières de la banque agricole de Russie ».

EROCKIT PRÉSENTE L'INVESTISSEUR INDIEN MOTOVOLT

## Investissement de plus de 10 millions d'euros

Lors d'une conférence de presse à Berlin, le fournisseur de technologies berlinois et fabricant de deux-roues eROCKIT a présenté son nouveau actionnaire.



La société indienne de mobilité électrique Motovolt a acquis une participation dans eROCKIT AG et investit un million d'euros dans la société allemande. Un investissement supplémentaire de 10 millions d'euros sera réalisé dans la construction d'une usine de production eROCKIT en Inde.

Cet investissement renforce la production de l'"eROCKIT One" à Hennigsdorf, près de Berlin. Dans le cadre de la stratégie de produit, un modèle d'entrée de gamme eROCKIT sera développé au cours des prochains mois, qui servira de plateforme pour d'autres modèles internationaux.

La future stratégie de modèle d'eROCKIT: un modèle premium ("eROCKIT One"), un modèle de performance à venir, un modèle d'entrée de gamme pour le marché européen et un

modèle distinct pour les marchés internationaux et l'Inde également. En outre, en tant que fournisseur de technologies, eROCKIT implémentera sa technologie de propulsion hybride humaine dans d'autres domaines d'application et véhicules de plusieurs types.

Andreas Zurwehme (Président du Directoire d'eROCKIT AG): "Notre technologie sert les personnes et résout les problèmes de mobilité dans le monde entier. Nos véhicules représentent l'exercice sain, la mobilité propre, une meilleure qualité de l'air dans nos villes et moins de bruit. En outre, nous contribuons à atteindre les objectifs climatiques avec eROCKIT."

Tushar Choudhary (PDG de Motovolt): "L'Inde est le plus grand marché de deux-roues au monde. La demande de véhicules innovants et sans émissions est énorme. Pour nous,

eROCKIT signifie une technologie de pointe et un ingénierie allemande. Nous investissons donc dans cette entreprise et ensemble, nous la mènerons à un grand succès international." Également présents lors de l'événement de presse à Berlin: Richard Gaul (Conseil de surveillance d'eROCKIT AG), le professeur Jo Groebel (Conseiller d'eROCKIT), ainsi que le professionnel de football de première ligue Max Kruse et l'influenceur allemand des médias sociaux Aaron Troschke. Les deux célébrités croyaient déjà en la société et ont investi dans eROCKIT en tant que business angels depuis environ deux ans. Max Kruse explique à propos de l'eROCKIT: "C'est aussi facile à conduire qu'un vélo, mais ensuite vous roulez soudain à 100 km/h sur l'autoroute. C'est bien sûr une expérience de conduite vraiment géniale."

AVEC UNE FORTE HAUSSE DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES

## Le Groupe Volkswagen enregistre un solide début d'exercice 2023

Le Groupe Volkswagen enregistre un solide début d'exercice 2023. Malgré une conjoncture difficile à l'échelle mondiale, le résultat opérationnel hors incidences de réévaluation principalement liées à des opérations de couverture sur les matières premières affiche une solide croissance au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires augmente de 22 %, à 76 milliards d'euros. Cette hausse est portée notamment par la reprise des ventes en volume, en Europe et en Amérique du Nord. L'amélioration du positionnement tarifaire a également eu une incidence positive sur le chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel hors incidences de réévaluation liées à des opérations de couverture sur les matières premières augmente de 35 %, à 7,1 milliards d'euros. La marge opérationnelle correspondante est de 9,3 %, au-dessus de la fourchette de 7,5 à 8,5 % ciblée par le Groupe Volkswagen.

Le résultat opérationnel passe de 8,3 milliards d'euros à 5,7 milliards d'euros en glissement annuel. Ce recul séquentiel par des effets négatifs, sans inci-



dences sur la trésorerie, liés principalement à des opérations de couverture sur les matières premières, à hauteur de 1,3 milliard d'euros au 1er trimestre

2023. Au 1er trimestre 2022, le résultat opérationnel avait bénéficié d'effets positifs, sans incidences sur la trésorerie, liés à des opérations de couverture sur

les matières premières, à hauteur de 3,2 milliards d'euros. La rentabilité opérationnelle s'établit à 7,5 % au premier trimestre 2023.

SHELL ET VOLKSWAGEN DÉPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE

## Ouverture de la première station de recharge innovante Flexpole

Shell Allemagne et le Groupe Volkswagen unissent leurs forces pour poursuivre le déploiement d'infrastructures de recharge dédiées à l'électromobilité.

Le 4 mai 2023, la première station de recharge innovante Flexpole de 150 kW fournie par Elli a été mise en service dans une station-service Shell de Göttingen, en Allemagne. La borne de recharge fournie par la marque Volkswagen Elli est dotée d'un système de stockage sur batterie unique en son genre permettant le raccordement à un réseau électrique basse tension. Cette nouvelle technologie permet d'installer des bornes de recharge en toute simplicité et avec une grande souplesse afin de pouvoir accélérer le déploiement du réseau de recharge. Après une phase d'essai réussie, Shell et Volkswagen prévoient d'installer la station de recharge Flexpole sur d'autres sites allemands et européens.

« Les stations de recharge Flexpole de la société Volkswagen Elli nous permettent de contribuer de manière significative à la nécessaire extension du réseau d'infrastructures de recharge, notamment en des lieux où il est difficile de mettre en œuvre des solutions de recharge rapide. Shell compte déjà parmi les principaux fournisseurs d'infrastructures de recharge à domicile, sur les lieux de travail, sur le réseau d'éclairage public et sur notre réseau de stations-service. Nous entendons apporter notre contribution pour permettre aux automobilistes de franchir le pas de la transition vers les véhicules électriques, et ainsi réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur des transports », indique Tobias Bahnsen, Directeur de Shell E-Mobility, responsable de l'activité de l'entreprise en Allemagne, en Autriche et en Suisse.

Simon Löffler, Directeur Commercial (Chief Commercial Officer) chez Elli, ajoute : « La rapidité de déploiement du réseau d'infrastructures de recharge est un facteur crucial pour accélérer la transition vers l'électromobilité. En proposant des innovations comme la borne de recharge Elli Flexpole, nous apportons une contribution utile. Cette borne de recharge peut en effet être montée presque partout sans nécessiter d'importants travaux d'installation, ce qui en fait une solution idéale pour accélérer l'installation de solutions de recharge rapide. Nous nous réjouissons d'avoir trouvé en Shell un partenaire solide qui, comme nous, est déterminé à assurer un développement rapide du réseau de recharge en Allemagne et en Europe. »

## UN COMPOSTEUR DOTÉ D'UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : Mais, pour quoi faire ?

*La nourriture jetée par les Américains représente 400 milliards de dollars par an alors que, par ailleurs, plus de 10 % des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. Un constat difficile à digérer pour cet universitaire qui entend mettre au point un composteur alimenté par l'intelligence artificielle pour réduire le gaspillage alimentaire.*

Une université américaine a été choisie pour développer un composteur intelligent, capable de suivre les déchets alimentaires produits par les foyers américains. Cette invention a comme objectif d'aider les consommateurs à être sensibilisés sur le gaspillage alimentaire. L'équipe de chercheurs de l'Université de l'État de l'Oregon (États-Unis) vient de recevoir un financement pour concevoir un composteur intelligent destiné à suivre les déchets alimentaires des Américains. Ce projet sera soutenu par la Fondation pour la Nourriture et la Recherche Agricole (FNRA), et Kroger Co.Zero Hunger ainsi que la Fondation Zéro Déchet.

Le projet dirigé par Patrick Donnelly, professeur adjoint d'informatique à l'OSU College of Engineering, cherche à résoudre une problématique : le gaspillage alimentaire. Selon un sondage rapporté par Forbes, les Américains jettent pour plus de 400 milliards de dollars de nourriture



chaque année, alors qu'une majorité vit dans l'insécurité alimentaire. Il faut également rappeler que les déchets alimentaires ont un effet néfaste sur l'environnement : ils sont responsables

d'émissions de gaz à effet de serre et de méthane. Le gaspillage alimentaire a aussi un coût environnemental. Dans un communiqué de presse, Patrick Donnelly explique : « À

chaque autre étape de la chaîne d'approvisionnement agricole, le gaspillage alimentaire est suivi, mesuré et quantifié [...], les approches de mesure du gaspillage alimentaire post-consommation sont coûteuses, chronophages, sujettes à l'erreur humaine et irréalistes à grande échelle ».

Pour remédier à cette problématique, les chercheurs souhaitent fabriquer un composteur fonctionnant à partir de l'intelligence artificielle capable de tenir en compte du comportement actuel des consommateurs. Il prendra l'apparence des composteurs distribués par les services publics de gestion des déchets. « Lorsqu'un utilisateur jette des déchets alimentaires comestibles et non comestibles dans la poubelle, votre appareil invite l'utilisateur à décrire les éléments déposés. La note de l'utilisateur est alors transcrite par reconnaissance vocale automatique et associée à une mesure du poids des articles », explique Patrick Donnelly.

POUR COLONISER MARS

## Elle conçoit un robot qui s'enracine tout seul comme une plante

Un nouveau type de robot inspiré des plantes est en cours de développement en Italie. En utilisant un système d'impression 3D, les chercheurs ont réussi à créer des « racines » en plastique qui poussent dans le sol.

Après les robots inspirés des insectes, des poissons, des chiens et d'autres animaux, voici un tout nouveau type de robot inspiré des plantes. Ce projet, qui peut paraître quelque peu saugrenu de prime abord, est l'invention de Barbara Mazzolai, biologiste et ingénieure. Il est actuellement développé à l'Institut italien de technologie.

L'idée est de créer des racines qui poussent dans le sol. Le robot utilise le principe des imprimantes 3D à filaments. La racine est composée d'une extrémité montée sur roulements, qui peut tourner indépendamment du reste. Un premier moteur dans le robot envoie un filament plastique vers l'extrémité. Juste derrière cette extrémité se trouve une résistance qui chauffe le filament afin de le rendre souple et collant et un second moteur qui force le filament à sortir par un petit trou.

**Des racines imprimées en 3D**

Le filament plastique est déposé derrière l'extrémité en tournant pour

former un tube, un peu comme enrouler une corde autour d'un bâton. Chaque nouvelle couche se colle à l'ancienne avant de refroidir et se solidifier. La pression va forcer l'extrémité à avancer petit à petit dans le sol, faisant ainsi « pousser » la racine. Plutôt que de forcer le passage à travers les obstacles comme une perceuse, la tige va suivre les fissures comme les racines des plantes. Un tel dispositif pourrait être utilisé pour la surveillance environnementale, par exemple pour mesurer les concentrations de produits toxiques dans le sol, ou trouver de l'eau dans les sols arides. Mais le véritable objectif de Barbara Mazzolai est l'exploration spatiale. Elle espère qu'à terme son idée pourra être utilisée pour ancrer les robots d'exploration au sol, que ce soit sur Mars ou une comète, et pour analyser le sol, voire le fertiliser. Les robots-plantes pourraient également être utilisés pour « faire pousser » un réseau de tuyaux, dans lesquels il serait possible de faire passer des câbles ou du liquide. Cela permettrait par exemple de créer une infrastructure en amont de l'arrivée des premiers astronautes sur Mars.

ISTITUTO ITALIANO DI TECNOLOGIA

## La batterie que vous pouvez manger

Un parent serait paniqué si son enfant avalait une batterie. Mais des chercheurs italiens viennent d'en créer une qui est conçue spécifiquement pour être ingérée.

L'intention n'est pas de révolutionner l'art culinaire. L'objectif est médical. En fait, il existe un authentique domaine de recherche appelé, faute d'un meilleur terme, « appareils électroniques mangeables » (en anglais, edible electronics) qui tente de produire des appareils exclusivement à partir d'ingrédients qui font partie d'un régime alimentaire normal ou d'additifs alimentaires.

En théorie, de tels appareils pourraient servir à diagnostiquer des troubles gastro-intestinaux sans avoir à introduire une sonde. Ils pourraient aussi servir à analyser la qualité des (vrais) aliments ingérés. Quelques percées ont été signalées ces dernières années. Par exemple, une équipe californienne a conçu en 2017 un « détecteur électrochimique » capable de détecter certaines molécules précises (acide urique, acide ascorbique, acétaminophène). Une équipe de quatre institutions de Chine et des États-Unis, en 2017, et une autre d'Italie en 2022, ont développé des appareils capables de communiquer entre eux.

La faisabilité d'appareils « mangeables » n'est donc plus à démontrer. Mais la difficulté jusqu'ici a été leur source d'énergie : sans batterie, ils ont une durée de vie trop limitée pour être médicalement plus utiles que les techniques dites invasives, comme les sondes utilisées pour une colonoscopie. Selon les chercheurs de l'Institut italien de technologie, qui ont publié leurs résultats en mars dans *Advanced Materials*, leur batterie fonctionne à 0,65 volt, ce qui est trop faible pour créer des problèmes dans le corps humain. Elle utilise de la riboflavine (vitamine B2, qu'on trouve dans certains types de champignons) à titre d'anode (un des deux « pôles » d'une batterie) et de la quercétine (un antioxydant qu'on trouve entre autres dans les câpres) comme cathode. Le séparateur, qui maintient anodes et cathodes à distance afin de prévenir un court-circuit, est fait d'algues utilisées notamment dans les sushis.

VENTES DE PC ET DE MACBOOK

## « Apple, le champion olympique des profits, est, pour une fois, la lanterne rouge »

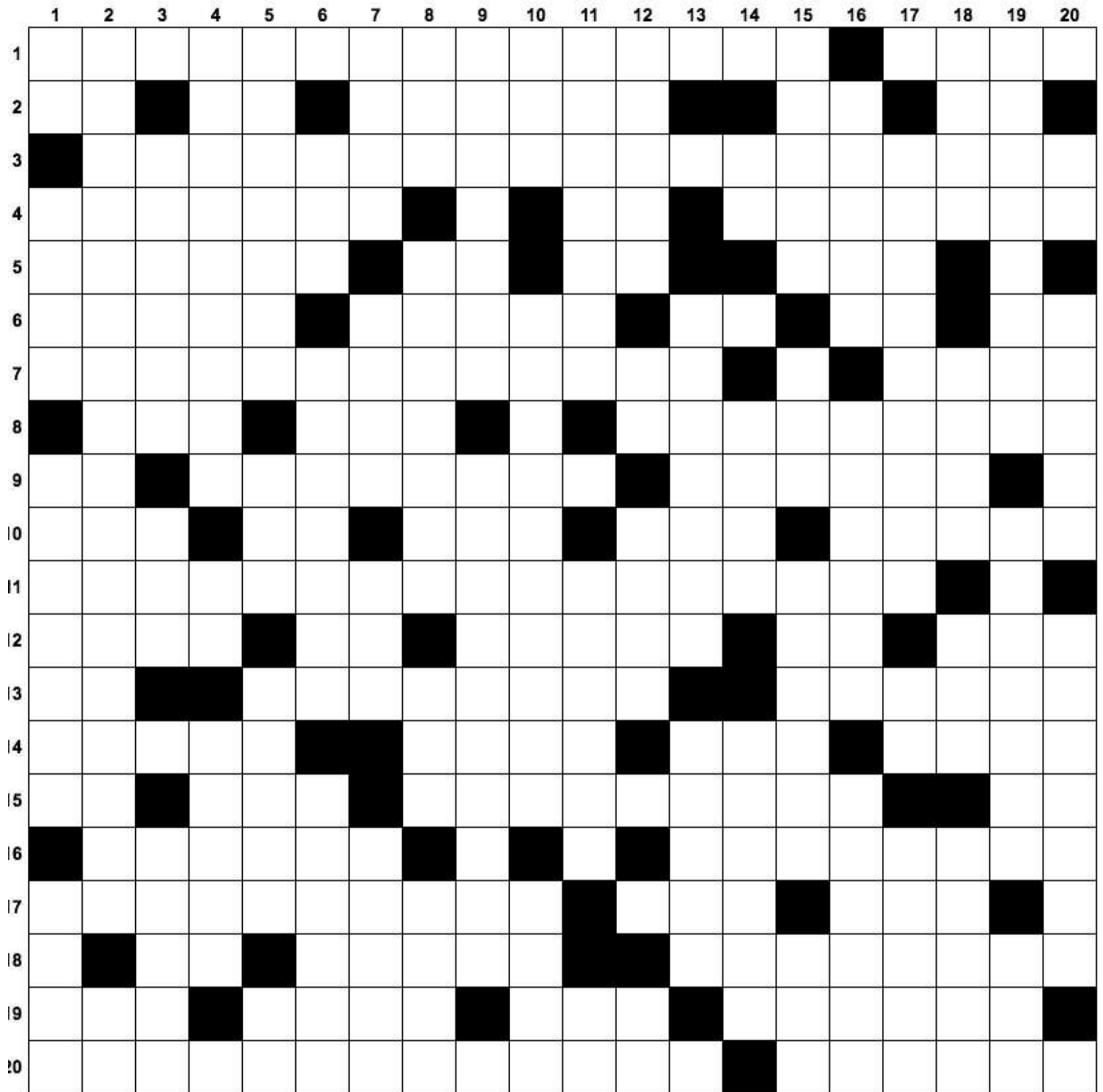
Au premier trimestre 2023, les ventes du groupe américain ont chuté de plus de 40 % par rapport à la même période de 2022. Il n'est pas le seul.

Les 500 premières sociétés cotées américaines devraient annoncer la plus forte baisse de leurs profits depuis 2020. La hausse des taux produit ses effets, en freinant la demande, Vendre des ordinateurs est devenu aussi acrobatique que négocier du minerai de cuivre ou des bitcoins. A réserver aux amateurs de montagnes russes. Durant les confinements de 2020, les ventes de PC et de MacBook ont grimpé au plafond. Trois ans plus tard, elles sont à la cave. Selon les calculs de la société d'analyse IDC, les ventes de micro-ordinateurs dans le monde se sont effondrées de 29 %, en unités, au premier trimestre, alors qu'elles avaient déjà baissé d'autant au quatrième trimestre 2022. Et la lanterne rouge est, pour une fois, le champion olympique des profits, Apple. Ses ventes ont chuté de plus de 40 % par rapport au premier trimestre 2022.

Les experts d'IDC invoquent une demande faible, face à des stocks au plus haut. Dans ce marché de renouvellement, il est assez logique que la vague d'achat des années Covid se traduise aujourd'hui par un reflux marqué. Sur ce marché mature, il faudra attendre les prochaines générations pour voir revenir les clients.

Mais la frilosité des acheteurs traduit aussi le recul de la consommation aux États-Unis et l'effet concret des politiques monétaires visant à ralentir la demande, donc à dissuader les particuliers comme les entreprises de trop dépenser. La hausse brutale des taux d'intérêt, destinée à terrasser l'inflation, décourage les acheteurs les plus frénétiques. Conditions de financement dégradées

On devrait avoir rapidement la confirmation que cette tendance n'est pas circonscrite aux seuls achats informatiques. La saison de publication des résultats du premier trimestre démarre cette semaine aux États-Unis. Et, selon la société FactSet, qui épluche les comptes et sonde les entreprises, les 500 premières sociétés cotées américaines devraient annoncer la plus forte baisse de leurs profits depuis 2020.



**Horizontalement**

1 Aller et venir (4 mots).- Ethnie. 2 Pronom.- The best.- Un sacré compère.- Terasiemens.- Répétition. 3 Ah ! les p'tits pois, les p'tits pois ! (4 mots). 4 Pièce jaune.- Pièce jaune.- Nib. 5 Piège à Mémé.- Note.- C.à.d.- Ça plane avec lui ! 6 Épargne sans queue ni tête.- On doit y montrer sa poitrine.- Branché.- Blanc 2 blanc.- Push. 7 Western de 1940 (4 mots).- Mélange d'épices. 8 Projet musical new age.- Passe à reculons.- Passer à la vitesse supérieure. 9 Révolution.- Dévorés.- Est. 10 Fin de messe.- Teratesla.- Toile.- Pas bien roulé.- Survient dans le vestibule. 11 Plantagenêt VS Capétiens (5 mots). 12 Rond dans l'eau.- Pas très vaillant.- Vieille charrue.- Demande un joint.- Sépare l'Escandorgue de l'Espinouse. 13 Hèle.- Pastichant.- Produit des intérêts. 14 Ce qu'on attend d'un prêt.- Missives.- Un bout de robe.- Conservateur. 15 A été appréhendé.- Commune du 31.- Affections.- Elle avait le cuir épais. 16 Contemporain.- Circonspect. 17 Séculaire.- UV.- Combustible nucléaire. 18 Garde la ligne.- Parat.- Pas tant que ça s'il a les mains plaines. 19 Bois ou au fond du bois.- Interdit aux moins de 16 ans.- Idem.- Haploïdie. 20 Complètement (4 mots).- Solution miracle.

**Verticalement**

1 On le fait quand on ne veut pas le faire.- Via Cabana.- A gauche ou à droite de la ligne d'attaque.- Explosif quand il est nerveux. 2 Mettre le turbo (6 mots).- OK pour le sud de la France. 3 Pénétrer.- Moi intime.- Ni à gauche, ni à droite. 4 Arriviste.- Vieille clé.- Pédant. 5 Doit être bon pour être efficient.- Enlevé.- Mouise.- Pas net. 6 Départ de dépêche.- Ni à gauche, ni à droite.- Fait tourner la roue, vers le haut. 7 Commune catalane.- Sous ou ronds.- Estuaire.- Pour boire une cerveza. 8 Béta.- Dent.- Porte-bébé ?- Infondé. 9 Lestement.- Décorera. 10 Un teuton.- Stopperait.- Écueil. 11 Habitante de Nods.- Supposée.- Réfléchi. 12 Tarte renversée.- Contracté des pieds à la tête.- Passage d'un canal.- Préposition. 13 Et pourtant illustre.- Partirai en éclats. 14 Forces de l'ordre US.- Saillie.- VS Airbus. 15 Madame de...- Agnus ou opus.- On le met parfois, mais on ne l'a pas toujours.- Surgis. 16 Rétention.- Prénom féminin.- Idem, mais en voiture. 17 Licencié.- Nouvelle République.- Iles australiennes. 18 Expression première mais pas primaire.- Rituel hindou.- Organisation Territoriale de l'État.- Gratouille. 19 Chiron.- Pas d'entente quand il est miné.- Bien roulé. 20 Triste sigle.- Dans une chanson d'enfants.- Baisotât.

## Les exportations automobiles chinoises

### augmentent de 75,7%

Les exportations automobiles de la Chine ont augmenté de 75,7% sur un an au premier semestre de cette année, maintenant la tendance d'une expansion robuste, ont montré les données de l'Association chinoise des voitures particulières.

Au total, 2,14 millions de véhicules ont été exportés au cours de cette période. Parmi eux, les exportations de véhicules à énergie nouvelle ont atteint 534.000 unités, en hausse de 160% par rapport à la même période de l'année dernière, d'après l'association. Au cours de la même période, les exportations de voitures particulières ont grimpé de 88,4% sur un an pour atteindre 1,78 million d'unités, tandis que les exportations des véhicules commerciaux ont augmenté de 31,9% à 361.000 unités, a indiqué la même source.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Lundi 17 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÉUNION DE COORDINATION DE L'UA À NAIROBI

## Le ministre de l'Intérieur représente le président Tebboune

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad prend part, dimanche à Nairobi (Kenya), en qualité de représentant du Président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 5e session de la réunion de coordination semestrielle entre l'Union africaine (UA), les communautés économiques régionales et les Mécanismes régionaux, indique un communiqué du ministère.

A son arrivée à l'aéroport international de Nairobi, M. Merad a été accueilli par les autorités kenyanes et les représentants de la Commission de l'UA, lit-on dans le communiqué.

Le ministre réaffirmera à cette réunion « l'attachement de l'Algérie à une véritable intégration politique et économique dans le continent africain » et transmettra également « l'engagement de Monsieur le Président algérien à contribuer à la réunion des conditions favorables à la mise en œuvre de l'agenda de développement de 2063 dont la concrétisation réelle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et la libéralisation de son économie », conclut le communiqué.

R.N.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

## L'émissaire américain en Chine pour relancer le dialogue

L'émissaire américain pour le climat, John Kerry, a entamé dimanche une visite en Chine pour relancer avec Pékin le dialogue sur le réchauffement climatique, au moment où les deux puissances reprennent les échanges de haut niveau, rapportent des médias.

A partir de lundi, « la Chine et les Etats-Unis auront un échange de vues approfondi » sur les questions climatiques, a précisé la télévision publique chinoise CCTV, rapportant l'arrivée de M. Kerry à Pékin.

Lors de cette visite prévue du 16 au 19 juillet, les deux parties échangeront des points de vue approfondis sur la coopération pour faire face au changement climatique, avait indiqué mercredi, le ministère chinois de l'Ecologie et de l'Environnement dans un communiqué, relayé par l'agence Chine Nouvelle.

Il s'agit du troisième déplacement d'un haut responsable américain ces dernières semaines en Chine, après le Secrétaire d'Etat, Antony Blinken, et la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen.

Lundi, le climat a été l'un des thèmes abordés lors de la visite effectuée en Chine par Mme Yellen.

L'administration Biden estime que le climat est l'un des domaines où les deux puissances peuvent coopérer.

R.I.

TRANSPARENCE FISCALE EN AFRIQUE

## 66 millions EUR de recettes supplémentaires en 2022

Les pays africains ont déclaré 66 millions EUR de recettes fiscales supplémentaires à la suite des demandes d'ER envoyées en 2022, soit une augmentation de 47 % par rapport aux 37.2 millions EUR déclarés en 2021. En outre, un pays africain a identifié 10.6 millions EUR de recettes supplémentaires grâce aux données de la NCD. Au total, cinq pays africains ont déclaré avoir identifié au moins 76.6 millions EUR, le chiffre le plus élevé depuis le lancement de l'Initiative Afrique en 2014. Cela porte à plus de 1.69 milliard EUR le total des gains de

recettes générés par l'ER en Afrique depuis 2009, grâce aux enquêtes fiscales à l'étranger, y compris l'ERD, aux programmes de divulgation volontaire (PDV) lancés dans le cadre de la mise en œuvre de l'EAR et à l'utilisation efficace des données reçues automatiquement. Il est à rappeler que le réseau africain d'ER a atteint plus de 3 070 relations d'ER (accords en vigueur), dont 80 % sont des relations d'ER créées dans le cadre de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (MAAC). Le même rapport a fait savoir que les

pays africains ont formulé un total de 531 demandes d'ER en 2022. Bien que cela représente une baisse par rapport aux 592 demandes envoyées en 2021, l'écart entre les demandes envoyées et reçues est plus faible que les niveaux d'avant 2020. Alors que le nombre de demandes envoyées a chuté, le nombre de demandes d'ER reçues a augmenté de 9 % pour atteindre 683 en 2022, contre 628 en 2021. La plupart des pays africains sont encore en deçà de leur potentiel et davantage d'efforts doivent être consacrés à l'opérationnalisation de l'ER.

EXPIRATION DE L'ACCORD DE PÊCHE UE/MAROC

## Dénués de moyens, Bruxelles et Rabat face à la réalité juridique

L'accord de pêche UE/Maroc, étendu illégalement au Sahara occidental occupé, doit expirer lundi sans négociations en vue pour un éventuel renouvellement, dans l'attente d'une décision finale de la Cour de justice européenne (CJUE) en fin d'année, entraînant une suspension de l'activité de la flotte européenne dans les eaux sahraouiennes, compte tenu du statut « distinct et séparé » de ce territoire, au grand dam du régime marocain.

Après une rude bataille juridique menée par le Front Polisario, seul représentant légitime du peuple sahraoui, la CJUE a rendu une décision en décembre 2016 qui a confirmé que le Sahara occidental et le Maroc sont deux territoires « séparés » et « distincts ».

Néanmoins, l'accord actuel entre les Vingt-Sept et le Maroc est entré en vigueur le 18 juillet 2019, permettant à 128 navires de l'Union européenne (UE) de pêcher illégalement dans les eaux du Sahara occidental occupé, après une suspension de l'activité de cette flotte depuis le 14 juillet 2018.

En septembre 2021, le Tribunal de l'Union européenne avait statué en faveur du Front Polisario qui soutenait que l'accord de pêche avec le Maroc avait été conclu sans le consentement du peuple du Sahara occidental.

Les Conseil et Commission européens avaient introduit un recours en appel en décembre de la même année. En dépit du bénéfice récolté des activités halieutiques au Sahara occidental qui représente environ 63% du total des revenus marocains en 2020, pour le régime marocain, l'importance de ces stocks n'est pas de nature financière mais surtout « politique », estime l'Observatoire international Western Sahara Resource Watch (WSRW). Le Maroc, avec sa politique expansionniste, éprouve un besoin constant de « prouver » au monde que l'étendue géographique qu'il couvre



longe aussi le Sahara occidental, et ce à travers la signature d'accords commerciaux illégaux qui n'excluent pas le Sahara occidental, dans le but de « légitimer » sa colonisation de ce territoire.

L'heure est au pessimisme Selon des sources diplomatiques européennes, il n'y a actuellement aucune négociation entre les Etats de l'UE et le Maroc concernant l'accord de pêche et les déclarations allant dans le sens de l'impossibilité d'une prolongation du document ne cessent de se multiplier.

Ainsi, le Commissaire européen à l'Environnement, aux Océans et à la Pêche, Virginijus Sinkevicius, a exprimé récemment la difficulté pour l'UE de prolonger cet accord, soulignant que les Vingt-Sept devaient attendre la décision de la CJUE, pour trancher. Il a rappelé, dans ce contexte, que « la décision du Tribunal européen, qui avait annulé les accords de commerce et de pêche de l'UE avec le Maroc en septembre 2021, en raison de leur conclusion sans le consentement du peuple sahraoui, complique la situation générale ».

En mars dernier, ce responsable avait invité les pays de l'UE à examiner les nouvelles possibilités de pêche au sein

de l'accord UE/Mauritanie, vu qu'il serait « impossible d'éviter une interruption » des activités de pêche des navires européens dans les eaux du Sahara occidental occupé. Au sein du Parlement européen, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental et l'inclusion des territoires sahraouis occupés dans la signature d'accords illégaux, réaffirmant leur engagement en faveur de la légalité internationale ainsi que leur soutien aux revendications historiques du peuple sahraoui pour la défense de ses droits politiques, sociaux et économiques.

Légalité ou piraterie Ainsi, l'UE se trouve face à deux choix possibles, selon les options présentées par le Front Polisario : continuer à soutenir l'acte de « piraterie du Maroc » ou choisir la voie de la « légalité internationale ». En effet, le seul représentant légitime du peuple sahraoui a proposé lors d'une réunion historique tenue le 7 juillet à Las Palmas, aux îles Canaries (Espagne), avec le secteur de la pêche canarien, le début de l'octroi de licences de pêche directe pour une période d'une année aux pêcheurs espagnols, quelques jours avant

l'expiration dudit accord. Après avoir discuté des scénarios attendus post-17 juillet, les pêcheurs canariens ont décrit l'offre d'octroi de licences faite par le Front Polisario pour pêcher dans les eaux du Sahara occidental comme « importante et intéressante », exprimant leur volonté d'explorer toutes les possibilités identifiées, afin de garantir une pêche légale dans les eaux territoriales sahraouiennes.

Le représentant du Front en Espagne, Abdallah El-Arabi, a d'ailleurs exprimé « la ferme volonté du Front Polisario de négocier tous les aspects liés à l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental, en tenant compte de l'existence du cadre juridique qui permet l'activité économique sur le terrain, malgré l'état d'occupation ».

De son côté, l'avocat du Front Polisario devant les juridictions européennes, Gilles Devers, a expliqué que les licences de pêche qui seront fournies par le Front Polisario « maintiennent les quotas et toutes les normes qui ont été appliquées dans le cadre de l'accord avec le Maroc et garantissent la sécurité de ceux qui pêchent dans les eaux de la zone exclusive du Sahara occidental. »

Agence